

RD-CONGO



300 FC



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

www.adiac-congo.com

N° 2248 - MARDI 3 MARS 2015

BIAC ET AGENTS DE LA SCPT

L'affaire des garanties des crédits relancée

Après avoir obtenu des crédits auprès de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac) qui héberge leurs comptes salaires, les agents de la Société commerciale des ports et transports (SCPT) exercent actuellement une pression sur l'institution bancaire pour la restitution des garanties qui leur ont permis d'accéder à l'emprunt. Il est question de deux cents dollars ayant servi de garantie à chaque agent avant l'octroi du crédit. À la fin de l'échéance de remboursement du crédit par la récupération des pourcentages sur les salaires, la garantie devait être récupérée normalement par l'agent. Ce qui tarde à être concrétisé à cause d'un litige qui existerait entre la banque et la SCPT. Les agents de la SCPT veulent obtenir désormais l'implication des autorités de la Biac pour décanter cette situation qui risque de prendre de l'ampleur au regard de leur détermination à aller jusqu'au bout de l'affaire.

Page 13



L'immeuble de l'ex-Onatra abritant le ministère des Transports et voies de communication

FEMUA 2015

Fally Ipupa parmi les invités

Le Festival des musiques urbaines d'Anoumabo (Femua) initié par le groupe ivoirien Magic System a été lancé à Paris le 26 février au siège de l'Unesco en présence de Fally Ipupa. L'édition 2015 se déroulera du 21 au 26 avril à Abidjan. Quatorze artistes dont neuf africains et cinq autres venus de divers horizons vont se produire sur les scènes de Marcory Anoumabo, de Koumassi et de l'Institut français, une innovation de cette huitième édition qui entend se démarquer des précédentes. Parmi les artistes invités figurent notamment le duo nigérian Bracket, la française Zaho, le malien Habib Koité, le cap verdien Philip Monteiro et le burkinabé Smarty. Le Femua est un événement culturel qui se déroule durant la semaine pascalle dans le village d'Anoumabo, un des quatre-vingt-treize villages qui forment le district d'Abidjan peuplé de six millions d'habitants.

Page 13

SUD-KIVU

Des déplacés conditionnent leur retour au rétablissement de la sécurité



Quelques déplacés dans un camp des réfugiés au Sud-Kivu

Vivant à Sange depuis juin 2014, ces déplacés exigent au préalable le désarmement forcé des groupes armés actifs dans la plaine de la Ruzizi et à Mutarule pour regagner leurs localités. Ils ont dernièrement fait part de leurs inquiétudes sécuritaires à une délégation de la Banque mon-

diale en visite dans la région pour s'enquérir de leur situation. La chef de délégation de la Banque mondiale, Maourissia Toron, a dit comprendre la préoccupation de ces déplacés qui seraient, d'après elle, « les plus à même de savoir et d'identifier les problèmes de sécurité » qui se posent dans la

région. Ils devraient aussi, a-t-elle ajouté, être aidés à refaire leur vie et à gagner des moyens économiques. Notons que ces déplacés ont quitté leurs localités suite à l'assassinat d'une trentaine de personnes par des hommes armés à Mutarule.

Page 14

LIGUE
DES CHAMPION/16°
DE FINALE

Sanga Balende fera face à Coton Sport

Tombeur de la formation de Recreativo d'Angola au tour préliminaire, Sanga Balende s'expliquera dans deux semaines avec Coton Sport de Garoua en seizième de finale de la 19e édition de la Ligue des champions d'Afrique. La tâche s'annonce délicate pour le staff technique dirigé par Médard Lusadisou et son adjoint Tshidibi renforcé par Santos Muitubile, ex-sélectionneur des Léopards locaux vainqueurs de la première édition du Championnat d'Afrique des Nations 2009 et ancien coach du TP Mazembe de Lubumbashi. En attendant cette rencontre, un accent devra être mis sur le travail d'efficacité des attaquants qui ont fait montre de maladroitness en deuxième période contre Recreativo, car Sanga Balende pouvait bien corser l'addition eu égard aux actions de but non concrétisées que l'équipe de Mbuji Mayi s'est procurées.

Page 14

ÉDITORIAL

Priorité

Comme on pouvait s'y attendre, un mouvement lent, mais sans doute irréversible, s'engage chez nous en faveur d'un débat sur la gouvernance publique. Un débat qui débouchera très probablement, à court terme, sur un projet de révision ou de changement de la Constitution qui, lui-même, devra être approuvé ou rejeté par le peuple congolais lors d'un référendum qui devra se dérouler à la fin de cette année ou au tout début de l'année prochaine si l'on veut que soit respecté le calendrier défini dans l'Acte fondamental qui nous régit présentement.

Le processus politique étant, sauf accident imprévisible, dessiné de façon claire, la priorité des priorités pour les pouvoirs publics ne sera pas dans les mois à venir, contrairement aux apparences, de faire en sorte qu'il débouche sur le changement attendu, mais de veiller à ce qu'il se déroule dans le calme, la paix, la concorde civile. Rien, en effet, ne serait plus dommageable pour notre pays que de voir les citoyens descendre dans la rue et s'affronter plus ou moins violemment afin de s'opposer au projet que présentera l'Exécutif ou, au contraire, de le soutenir.

Dans un pareil contexte, il doit être clair pour tous que le progrès social est la clé qui ouvrira ou maintiendra fermée la porte menant à la modernisation de nos institutions. Et le progrès social ne peut venir que d'une élévation continue du niveau de vie des populations, d'une amélioration des services publics dans le domaine de l'éducation et de la santé, d'une réduction drastique du chômage qui frappe les jeunes, d'un renforcement de la sécurité publique, de l'assainissement des villes et des villages, d'une lutte déterminée contre la corruption qui engendre le désordre et réduit les moyens financiers dont dispose l'État.

Inscrire pour les deux années qui viennent le social en tête des préoccupations nationales est certainement la voie royale qui permettra au Congo de franchir sans encombre l'étape décisive qui se présente devant lui. Ce n'est certes pas chose facile dans un moment où la chute continue des cours du pétrole sur les marchés mondiaux réduit fortement les moyens dont l'État dispose, mais c'est à l'évidence indispensable. Et cela ne sera possible que si le gouvernement tout entier s'en persuade dès à présent.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le CDR pense que le dialogue devient un impératif pour l'heure au Congo

Au cours de la session extraordinaire du bureau exécutif national du Congrès pour la démocratie et la République (CDR), le président de ce parti politique et deuxième secrétaire du Conseil municipal et départemental de Brazzaville, Bonaventure Boundzika, a expliqué à ses militants que les problèmes se posent là où existent des solutions.

Selon lui, les solutions aux problèmes politiques actuels du Congo et surtout au débat sur la réforme institutionnelle engagée dans le pays peuvent être obtenues par le dialogue et la concertation. « Nous savons que les élections sont souvent source de tension. C'est pourquoi il faut prévoir, prévenir pour ne pas perturber notre quiétude. N'ayons pas peur de discuter et ne discutons ni dans la peur ni par peur. Il est encore temps de comprendre les vertus du dialogue devenu aujourd'hui un impératif pour nous », a-t-il déclaré.

Il a invité les participants à la réunion à ne pas perdre de vue les repères et les premiers acquis des concertations passées qui se sont déroulées au Congo. « Il nous faut nous asseoir pour discuter de la gouvernance électorale, en vue d'évaluer la mise en œuvre des conclusions de Dolisie : le fichier électoral, la carte biométrique, le bulletin unique, le découpage électoral, l'indépendance et l'autonomie financière de la Commission nationale d'organisation des élections », a-t-il dit.

Il a rappelé aux membres du bureau exécutif national et aux responsables et militants de la fédération de Brazzaville que le salut pour la jeune démocratie congolaise n'est pas dans les diatribes, les invectives, les agendas macabres cachés, les méthodes et calculs moyenâgeux de conquête et de conservation du pouvoir ; mais, a-t-il insisté, le salut est dans le



Bonaventure Boundzika

dialogue et l'écoute ; puisque ce qui nous divise n'est pas plus grand que ce qui devrait nous unir.

Abordant le point sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002, le président du CDR, Bonaventure Boundzika a noté le fait que, « maladroitement », tout le monde veut écouter les leaders politiques sur la question au lieu de recueillir le point de vue du peuple au nom duquel ces hommes politiques parlent tous les jours et affirment en être assujettis sans exception. Par ailleurs, il a relevé que ce débat, dont le Président de la République, Denis Sassou N'Guesso a fait surseoir le cours pour privilégier le travail, détourne plutôt l'attention des Congolais de leurs vraies préoccupations. « Le peuple congolais a besoin du travail, de l'eau, de l'électricité, des

infrastructures de développement, de l'éducation, des soins de santé de qualité, de la paix et surtout de quelqu'un pour les leur garantir. Le débat persiste et prend plusieurs fa-

cettes. Devant cette évidence, nous sommes obligés de sortir de notre mutisme », a-t-il parlé avec force aux responsables de son parti.

Ainsi, il a invité ses militants à s'en approprier et à mûrir leurs réflexions au niveau de la base, tout en se tenant sur la préservation de la paix chèrement acquise. « Allez-y ! Traduisez les grandes vertus à la base à travers les douze départements du Congo, en vue de recueillir son point de vue sur la question et je vous demande de lui expliquer la ligne directrice du parti en harmonie avec la convention des partis républicains », a-t-il déclaré.

Notons qu'au cours de cette session, le bureau exécutif national a fait le point des activités menées par le CDR l'année dernière.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

VIE DES PARTIS

Des partis de l'opposition exigent la tenue immédiate d'un dialogue inclusif

À l'occasion de la rencontre citoyenne, tenue le 26 février à Brazzaville, le collectif des partis de l'opposition congolaise, signataires de la déclaration du 17 août 2012, a appelé le chef de l'État à convoquer dans l'urgence le dialogue national inclusif qui, selon ces partis, constitue un salut pour le pays.

Dans son mot préliminaire, ce collectif souligne que le moment est plus que venu pour le chef de l'État de revenir à la raison, à la lucidité et à la responsabilité. C'est maintenant qu'il faut convoquer le dialogue national inclusif et qu'il faut élaborer un calendrier rigoureux des différentes opérations pré-électorales et électorales, souligne la déclaration. Il a également appelé à la tenue d'une élection libre, démocratique et transparente.

Parmi les mesures que doit prendre le pouvoir figurent la résolution de « l'épineuse » question de la maîtrise du corps électoral, la mise en place d'une commission électorale véritablement indépendante, l'élaboration d'une nouvelle loi électorale, l'établissement d'un chronogramme des opérations pré-électorales, électorales et post-électorales liées à l'élection présidentielle de 2016, etc.

Pour ces partis, l'alternance démocratique en 2016 suppose que dès maintenant, les conditions permissives justes et transparentes soient remplies. Le Congo, poursuit la déclaration, pour avoir signé des chartes et des conventions internationales et ou continentales promouvant les valeurs démocratiques, a souscrit au respect du principe de l'alternance démocratique.

À propos du dialogue souhaité, l'opposition milite pour un comité préparatoire au sein duquel devraient figurer les acteurs politiques, de la société civile, les individualités, des Congolais de la diaspora en vue de débattre non pas de la constitution mais des règles de bonne gouvernance ainsi que d'autres questions de fond concernant le pays.

Jean Jacques Koubemba

La JUR appelle à un dialogue sur des bases précises

Dans un entretien exclusif qu'il a accordé le 26 février aux Dépêches de Brazzaville le président de la Jeunesse unie pour la République (JUR) Briant Miamissa, adhère à la démarche envisagée par l'ensemble de la classe politique congolaise, celle de la tenue d'un dialogue. Mais, celui-ci doit avoir des bases précises.

La JUR qui a déjà enclenché une démarche dans ce sens, avec la mise en place d'une dynamique dénommée Pacte républicain pour une alternance démocratique apaisée (Prada), pense que ce dialogue est aujourd'hui nécessaire. « Nous voulons d'un dialogue autour duquel les gens vont poser de vrais problèmes. Ces derniers sont connus de tout le monde. L'essentiel de ces problèmes se résumant autour de la future présidentielle dont la préparation devait être consensuelle et objective », déclare Briant Miamissa qui a cependant exclu l'organisation du futur dialogue par les acteurs de celui de 2009. « Nous ne voulons pas que ceux qui ont organisé les dialogues depuis 2009, 2012, 2013 organisent le dialogue de demain. Il faut le confier à d'autres acteurs ou institutions, telles le Sénat », a-t-il proposé.

Pour cela, il a appelé le chef de l'État à prendre la mesure d'accepter ce dialogue avec de nouveaux acteurs.

Quant au débat sur le changement ou non de la Constitution en vigueur, le président de la JUR pense que cette question n'est pas prioritaire. « Pour la JUR, cette question est secondaire. Il y a des problèmes plus importants dont le pays souffre, et qu'il faut résoudre. Le dialogue ne doit pas être conditionné par le débat sur la Constitution ». La Constitution, a-t-il ajouté peut être la conséquence du dialogue, s'il est bien organisé. La question du maintien ou du changement de la Constitution disparaîtra d'elle-même dans la mesure où lors du dialogue les acteurs politiques et civils examineront les questions réelles du pays.

J.J.K.

AU NOM DE LA PAIX

13.000 femmes ont manifesté le 1^{er} mars à Brazzaville

L'objectif derrière cette marche, baptisée « le périple de l'espoir », était de mettre en garde les politiques.



Les femmes pendant la marche

« Conscientes du désastre que les campagnes incitatives et psycho-traumatiques menées par certains de nos citoyens et familles politiques avaient entraîné dans notre pays, tant en pertes en vies humaines et en dégâts matériels, nous

mentionné dans la Constitution du 20 janvier 2002.

Ainsi, favoriser l'unité nationale, le dialogue et la cohésion sociale face aux enjeux socio-économiques et politiques qui prévalent actuellement au Congo ; et interpellé les politiques et la société

sayer de mettre en garde les politiques, car nous voulons la paix », a déclaré Inès Nefer Ingani.

Prévue à 7h00, le coup d'envoi a été donné à 12h20 par la présidente de ladite association après la lecture des messages de ralliement à cette vision, par les femmes de la société civile, des confessions religieuses, des communautés musulmanes, tchadiennes et centrafricaines ; les femmes vivant avec handicap, celles venues des différents arrondissements de Brazzaville ainsi que les représentants de quelques départements.

Les participantes ont suivi le parcours ci-après : le Boulevard Alfred Raoul - Rond-point de la Patte d'oie - Boulevard Denis Sassou N'Guesso - Rond-point de l'Institut français du Congo (ex CCF) - Palais de justice - Nganga Édouard - la préfecture de Brazzaville.

Arrivées à l'hôtel de la Préfecture, elles ont remis au préfet de Brazzaville, Benoît Moundélé-Ngolo, le cahier des doléances et des propositions faites au président de la République. Témoin de cet acte : le Commissaire général du comité de suivi de la Convention pour la paix et la reconstruction, Marius Mouambenga.

Josiane Mambou Loukoulou

« **Les femmes ont voulu montrer leur prise de responsabilité face à l'éducation et à leur capacité à gérer et à prévenir les conflits. Face aux divergences d'opinions dues au changement ou non de la Constitution, nous avons pensé qu'il fallait essayer de mettre en garde les politiques, car nous voulons la paix** »

disons Plus jamais ça », a fustigé la présidente de l'Association actions innovations pour la paix et le développement culturel (PAIDC), Inès Nefer Ingani devant une multitude de femmes.

Ce meeting pour la paix a été initié pour permettre aux femmes de s'exprimer en faveur du maintien de la paix et d'accompagner le Congo dans le processus de la recherche de la paix dans la sous-région et en Afrique. Dans cette même optique, de demander l'amélioration du statut de la femme non

civile sur d'éventuelles intentions de troubles publics et d'incitations externes à la haine et à la division, sont là les principaux objectifs visés. Ainsi, les femmes se sont engagées à abolir les sentiments de sectarisme et d'appartenance tribale.

« Les femmes ont voulu montrer leur prise de responsabilité face à l'éducation et à leur capacité à gérer et à prévenir les conflits. Face aux divergences d'opinions dues au changement ou non de la Constitution, nous avons pensé qu'il fallait es-

AVIS DE VACANCES DE POSTE

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE SANTE II (PDSS II)

Financement : Etat Congolais et Association Internationale de Développement

(Crédit number 5357 - CG)

POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) ASSISTANT (E) ADMINISTRATIF (VE) POUR LA CELLULE TECHNIQUE DU FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE CHARGÉE DE LA MISE EN ŒUVRE PDSS-II

1 - Contexte

Le Gouvernement Congolais et la Banque mondiale ont convenu de financer conjointement un deuxième Programme de développement des services de santé (PDSS-II) qui est entré en vigueur le 21 janvier 2015 et couvrira une période de cinq (5) ans. La coordination et la gestion du PDSS-II sont assurées par la cellule technique du financement basé sur la performance (CT-FBP). Celle-ci sera composée de fonctionnaires et de consultants recrutés selon une procédure fondée sur le mérite. Parmi les consultants à recruter figure l'assistant(e) administratif (ve) pour la cellule technique du financement basé sur la performance.

2 - Missions et tâches de l'assistant (e) administratif (ve)

- assurer le secrétariat;
- assurer la gestion administrative;
- participer aux activités de la CT-FBP;
- gérer le courrier du PDSS II (réception-ventilation-expédition);
- rédiger et suivre les correspondances courantes et les documents à destination interne et externe;
- gérer la logistique des réunions;
- préparer le compte rendu des réunions;
- Mettre en place un plan pertinent et rigoureux de classement des documents
- assister les missions d'appui du PDSS II;
- assurer toute autre activité pertinente qui lui sera confiée par la coordination.

3 - Qualifications minimales et expériences requises du candidat

- Etre titulaire d'un brevet de technicien supérieur (BTS) option secrétariat bureautique ou BAC + 2 dans le domaine du secrétariat ou un diplôme professionnel en gestion des organisations;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins trois (03) ans en secrétariat administratif et en documentation informatisée dans un projet financé par la Banque la mondiale;
- avoir une bonne capacité rédactionnelle en français;
- maîtriser l'outil informatique et avoir une bonne connaissance des logiciels suivants : Word, Excel, power point et de l'internet;
- avoir une bonne maîtrise des outils de gestion administrative;
- faire preuve d'initiative et bonne capacité d'organisation;
- être courtois et avoir le sens de la rigueur et de la méthode;
- avoir le sens du travail en équipe et le sens d'initiative;
- être capable de rendre compte fidèlement;

•être disponible et capable de travailler sous pression en dans un environnement multiculturel;

•la connaissance de l'anglais est un atout.

4 - Durée du Contrat

La durée des prestations de l'assistant(e) administratif (ve) selon un contrat de performance est de deux (2) ans avec possibilité de renouvellement en cas de satisfaction.

5 - Lieu de travail

Le lieu de travail est Brazzaville (PDSS-II) avec possibilité de voyage à l'intérieur du pays.

6 - Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae
- Des copies des diplômes

7 - Dépôt du dossier de candidature

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires et les Termes de Référence complets, à l'adresse ci - dessous, les jours ouvrables de 9 h 30 à 15 h00.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique (Email) ou sous pli fermé, au plus tard le 16 mars 2015, à 12 heures, à l'adresse suivante, avec mention « Avis de Vacances de poste pour le recrutement de l'assistant(e) administratif (ve) pour la cellule technique du financement basé sur la performance chargée de la mise en œuvre PDSS II ».

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est: Monsieur le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics / PDSS II
Secrétariat Permanent de la Cellule de Gestion des Marchés Publics /derrière la Direction des Etudes et de la Planification (à côté de l'OMS de Brazzaville - dans l'enceinte du Laboratoire National de Santé Publique)
Tél : (00 242) 06 9808708 /057569140 /055624427
Email : minsante.pdss@yahoo.fr
Brazzaville - République du Congo

Fait à Brazzaville le 26 février 2015

Le responsable de la cellule

Marcellin LEBELA

AVIS DE VACANCES DE POSTE

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE SANTE II (PDSS II)

Financement : Etat Congolais et Association Internationale de Développement

(Crédit number 5357 - CG)

POUR LE RECRUTEMENT DEUX (2) CHAUFFEURS POUR LA CELLULE TECHNIQUE DU FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE CHARGÉE DE LA MISE EN ŒUVRE PDSS-II

1 - Contexte

Le Gouvernement Congolais et la Banque mondiale ont convenu de financer conjointement un deuxième Programme de développement des services de santé (PDSS-II) qui est entré en vigueur le 21 janvier 2015 et couvrira une période de cinq (5) ans. La coordination et la gestion du PDSS-II sont assurées par la cellule technique du financement basé sur la performance (CT-FBP). Celle-ci sera composée de fonctionnaires et de consultants recrutés selon une procédure fondée sur le mérite. Parmi les consultants à recruter figure deux (02) chauffeurs pour la cellule technique du financement basé sur la performance.

II - Missions et tâches du chauffeur

- Sous l'autorité du Coordonnateur du PDSS, et sous la supervision directe du chargé des opérations, le chauffeur du PDSS a pour mission de :
- conduire dans le cadre professionnel le véhicule auquel il est affecté;
 - conduire les personnes désignées par le Coordonnateur du projet;
 - assurer le fonctionnement du véhicule auquel il est affecté;
 - tenir un carnet de bord quotidien pour ses déplacements;
 - accompagner les membres du personnel du PDSS II dans des courses professionnelles;
 - accompagner les personnes désignées lors des séminaires en dehors du périmètre urbain;
 - faciliter le travail du chargé des opérations et de l'assistant administratif dans la distribution et le ramassage du courrier du PDSS II;
 - suivre les dates d'expiration des visites techniques et assurances;
 - effectuer le plein du réservoir;
 - prévenir l'utilisateur des besoins de réparation du véhicule;
 - établir les rapports mensuels sur l'état du véhicule;
 - établir les rapports après chaque mission sur l'état du véhicule;
 - s'assurer du bon état de marche du véhicule en conduisant le véhicule au garage agréé pour les vidanges périodiques et les réparations
- III - Profil du candidat**
- Etre titulaire d'au moins d'un BEPC;
 - Etre détenteur d'un permis de conduire valide;
 - Avoir une expérience professionnelle d'au moins dix (05) ans dont au moins trois (03) ans dans un projet financé par les partenaires techniques et financiers (PTF) (Banque

- mondiale, BAD, OMS, AFD, UE UNFPA, etc.);
- Avoir le sens de l'initiative;
- Etre Capable de rendre compte fidèlement;
- Etre disponible et capable de travailler sous pression en dans un environnement multiculturel;

IV - Durée du Contrat

La durée des prestations du chauffeur est de deux (2) années avec possibilité de renouvellement en cas de satisfaction.

V - Lieu de travail

Le lieu de travail est Brazzaville (PDSS-II), avec des multiples missions à l'intérieur du pays.

VI - Dossier de candidature

Les dossiers de candidature à soumettre pour le recrutement comprendront :

- une lettre de motivation pour le poste;
- un Curriculum Vitae détaillé;
- une photocopie de
- Des copies de Diplômes, Certificats, Attestations ou tout autre document justifiant la
- formation et l'expérience.

7 - Dépôt du dossier de candidature

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires et les Termes de Référence complets, à l'adresse ci - dessous, les jours ouvrables de 9 h 30 à 15 h00.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique (Email) ou sous pli fermé, au plus tard le 16 mars 2015, à 12 heures, à l'adresse suivante, avec mention « Avis de Vacances de poste pour le recrutement d'un chauffeur pour la cellule technique du financement basé sur la performance chargée de la mise en œuvre PDSS II ».

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est: Monsieur le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics / PDSS II
Secrétariat Permanent de la Cellule de Gestion des Marchés Publics /derrière la Direction des Etudes et de la Planification (à côté de l'OMS de Brazzaville - dans l'enceinte du Laboratoire National de Santé Publique)
Tél : (00 242) 06 9808708 /057569140 /055624427
Email : minsante.pdss@yahoo.fr
Brazzaville - République du Congo

Fait à Brazzaville le 26 février 2015

Le responsable de la cellule

Marcellin LEBELA

AVIS DE VACANCES DE POSTE

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE SANTE II (PDSS II)

Financement : Etat Congolais et Association Internationale de Développement

(Crédit number 5357 - CG)

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CHARGE DES OPERATIONS POUR LA CELLULE TECHNIQUE DU FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE CHARGÉE DE LA MISE EN ŒUVRE PDSS-II

1 - Contexte

Le Gouvernement Congolais et la Banque mondiale ont convenu de financer conjointement un deuxième Programme de développement des services de santé (PDSS-II) qui est entré en vigueur le 21 janvier 2015 et couvrira une période de cinq (5) ans. La coordination et la gestion du PDSS-II sont assurées par la cellule technique du financement basé sur la performance (CT-FBP). Celle-ci sera composée de fonctionnaires et de consultants recrutés selon une procédure fondée sur le mérite. Parmi les consultants à recruter figure le chargé des opérations pour la cellule technique du financement basé sur la performance.

2 - Mission principale du chargé des opérations

- Sous l'autorité du Coordonnateur du PDSS-II, le Chargé des opérations travaillera en collaboration avec les cadres du Ministère de la Santé et de la Population et les consultants. Ses principales tâches sont :
- assister les missions d'appui du PDSS-II;
 - suivre les dossiers au niveau des administrations publiques;
 - suivre les dossiers d'appel d'offres en collaboration avec les services de la cellule de passation des marchés du MSP;
 - assurer la petite caisse mise à la disposition de la coordination du PDSS II conformément aux procédures de la Banque mondiale;
 - contribuer à la conception du budget des activités de la coordination;
 - fournir les pièces justificatives relatives aux activités de la coordination;
 - fournir à la direction des ressources les éléments pouvant faciliter la rédaction des rapports financiers de la coordination etc;
- 3 - Qualifications minimales et expériences requises du candidat**
- Etre détenteur d'un diplôme d'étude supérieur minimum maîtrise ou équivalent (Bac + 4) dans les domaines suivants : sciences juridiques et financières; économie et gestion; administration, management des projets;
 - Avoir au moins (03) ans d'expérience professionnelle dans les domaines de la gestion administrative, de la planification des ressources et de l'élaboration de budget;
 - Avoir au moins deux (02) ans d'expérience professionnelle dans un projet financé par la Banque mondiale;
 - Avoir les connaissances avérées dans le domaine de passation des marchés;

- Avoir une bonne expression orale et une bonne capacité en rédaction en français;
- Maîtriser l'outil informatique, en particulier les logiciels suivants : Word, Excel, Powerpoint; la connaissance d'autres logiciels de gestion des données serait un atout;
- Avoir un permis de conduire valide;
- Une bonne capacité d'organisation.

4 - Condition d'emploi

La durée des prestations du chargé des opérations selon un contrat de performance est de deux (2) ans avec possibilité de renouvellement en cas de satisfaction. Le lieu de travail est Brazzaville avec de multiples visites de terrain dans les autres départements du pays.

5 - Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae
- Des copies des diplômes

6 - Dépôt du dossier de candidature

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires et les Termes de Référence complets, à l'adresse ci - dessous, les jours ouvrables de 9 h 30 à 15 h00. Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique (Email) ou sous pli fermé, au plus tard le 16 mars 2015, à 12 heures, à l'adresse suivante, avec mention « Avis de Vacances de poste pour le recrutement d'un chargé des opérations pour la cellule technique du financement base sur la performance chargée de la mise en œuvre PDSS II ».

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est: Monsieur le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics / PDSS II
Secrétariat Permanent de la Cellule de Gestion des Marchés Publics /derrière la Direction des Etudes et de la Planification (à côté de l'OMS de Brazzaville - dans l'enceinte du Laboratoire National de Santé Publique)
Tél : (00 242) 06 9808708 /057569140 /055624427
Email : minsante.pdss@yahoo.fr
Brazzaville - République du Congo

Fait à Brazzaville le 26 février 2015

Le responsable de la cellule

Marcellin LEBELA

AVIS DE VACANCES DE POSTE

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE SANTE II (PDSS II)

Financement : Etat Congolais et Association Internationale de Développement

(Crédit number 5357 - CG)

POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT EN SANTE PUBLIQUE POUR LA CELLULE TECHNIQUE DU FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE CHARGÉE DE LA MISE EN ŒUVRE PDSS-II

1 - Contexte

Le Gouvernement Congolais et la Banque mondiale ont convenu de financer conjointement un deuxième Programme de développement des services de santé (PDSS-II) qui est entré en vigueur le 21 janvier 2015 et couvrira une période de cinq (5) ans. La coordination et la gestion du PDSS-II sont assurées par la cellule technique du financement basé sur la performance (CT-FBP). Celle-ci sera composée de fonctionnaires et de consultants recrutés selon une procédure fondée sur le mérite. Parmi les consultants à recruter figure l'expert en santé publique pour la cellule technique du financement basé sur la performance.

2 - Mission principale de l'expert en santé publique

- L'expert en santé publique est placé sous l'autorité du Coordonnateur de la CT-PBF. Il travaille en collaboration étroite avec les autres membres de la CT-FBP. Il rend compte de toutes les activités soumises à sa responsabilité. L'expert en santé publique a pour missions principales :
- Appuyer techniquement le MSP en sa qualité de régulateur dans la mise en œuvre du PDSS II, en particulier dans la mise en œuvre du FBP;
 - Appuyer le MSP dans les aspects de renforcement du système de santé à tous les niveaux;
 - Au titre de l'appui à la mise œuvre du FBP, il s'agira de :
 - Participer à l'élaboration des plans d'action du projet
 - Préparer en collaboration avec les autres membres de la CT-FBP, les rapports trimestriels et annuels du projet;
 - Participer aux missions d'appui technique, de supervision et d'évaluation des performances des directions départementales de la santé et des unités centrales sous contrat
 - Au titre d'appui au MSP dans sa fonction de régulateur :
 - appuyer l'ensemble des services du MSP au niveau central et décentralisé dans la gestion du système de santé;
 - Appuyer la direction en charge de la pharmacie et du médicament dans l'amélioration de la disponibilité du médicament de bonne qualité en respectant les principes du PBF;
 - QUALIFICATIONS ET PROFIL REQUIS
Le candidat doit :
 - Etre titulaire d'un diplôme supérieur (minimum Bac + 5) en santé publique, politique de santé ou autre domaine jugé pertinente par rapport au poste;
 - Avoir au moins dix (10) ans d'expériences professionnelles dont au moins quatre (4) ans d'expérience pertinente dans un poste d'assistant technique dans le domaine de la santé publique;
 - Avoir une expérience avérée dans le financement basé sur la performance dans le domaine de la santé soit en ayant été

- certifié lors d'une formation, ou ayant travaillé sur un projet FBP pour 2-3 ans, ou ayant géré un projet FBP;
- Une bonne maîtrise des logiciels bureautiques courants et des logiciels de traitement de données (Access, outils statistiques);
- Avoir une bonne connaissance du système de santé congolais est atout;

4 - Condition d'emploi

La durée du contrat est de deux (2) ans, renouvelable sur la base des performances du consultant. Un système d'évaluation semestrielle des performances sera appliqué sur la base d'une grille conforme à ces présents TDRs et de la grille de performance de la CT-PBF. Il s'agit d'un poste de consultant (contractuel). Le candidat sera libre de tout autre engagement. Le lieu d'affectation est Brazzaville, avec plusieurs missions à l'intérieur du pays.

5 - Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation
- Un curriculum vitae
- Des copies des diplômes (les originaux ou les copies légalisées seront exigés à l'interview.

6 - Dépôt du dossier de candidature

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires et les Termes de Référence complets, à l'adresse ci - dessous, les jours ouvrables de 9 h 30 à 15 h00. Les dossiers de candidature doivent être envoyés par courrier électronique (Email) ou sous pli fermé, au plus tard le 16 mars 2015, à 12 heures, à l'adresse suivante, avec mention « Avis de Vacances de poste pour le recrutement d'un expert en santé publique pour la cellule technique du financement basé sur la performance chargée de la mise en œuvre PDSS II ».

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est: Monsieur le secrétaire permanent de la cellule de gestion des marchés publics / PDSS II
Secrétariat Permanent de la Cellule de Gestion des Marchés Publics /derrière la Direction des Etudes et de la Planification (à côté de l'OMS de Brazzaville - dans l'enceinte du Laboratoire National de Santé Publique)
Tél : (00 242) 06 9808708 /057569140 /055624427
Email : minsante.pdss@yahoo.fr
Brazzaville - République du Congo

Fait à Brazzaville le 26 février 2015

Le responsable de la cellule

Marcellin LEBELA

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Le journaliste et l'intellectuel sérieux ont leur langue et leur plume pour s'exprimer. Le sénateur et le député sérieux, l'Hémicycle pour le faire. Le religieux et le prêcheur sérieux, le lieu de culte pour le faire. La rue, il faut la laisser aux hommes politiques, aux syndicalistes et aux populations victimes d'exactions ou de manquements de la part des gouvernants. »

Gorgui Dieng, Professeur titulaire, Etudes africaines et postcoloniales, Université de Dakar (Ucad), 19 février 2015

« Il ne faut pas considérer sa liberté comme la seule vérité. La France n'est pas la conscience du monde »

Salahaddine Mezouar, ministre marocain des Affaires étrangères, Jeune Afrique N°2822 du 8-14 février 2015

« Si quelqu'un s'avisait à l'intérieur comme à l'extérieur, à menacer la sécurité de la transition, évidemment à ce moment là, on se cabre et on riposte. »

Michel Kafando, président de la transition, Burkina Faso, RFI, 02 mars 2015

« L'État islamique a choisi d'être l'ennemi de l'Occident, mais les dirigeants de ce dernier rechignent à réfléchir aux raisons qui poussent les islamistes à nous considérer comme l'ennemi à abattre »

Alexandre del Valle, géopolitologue, ancien éditorialiste à France Soir, enseignant de Relations internationales à l'Université de Metz, Atlantico.fr, 02 mars 2015

« Les dirigeants se concentrent sur d'autres priorités comme les maladies et la sécurité alimentaire, mais l'urbanisation est au coeur de tout. Si l'on bâtit des infrastructures et des écoles dans les zones urbaines, les autres problèmes se résoudreont d'eux-mêmes. »

Eytan Stibbe, PDG de Vital Capital, African Business | Hors Série Villes africaines, février 2015

LUTTE ANTI BLANCHIMENT

Neufs experts attendus à Brazzaville

Les experts attendus dans la capitale congolaise font partie des évaluateurs du Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (Gabac).

Le séjour de ces neuf évaluateurs prévoit des descentes dans les administrations publiques, établissements financiers, banques, microfinances, agences de transfert et auprès des changeurs de monnaie, tous particulièrement impliqués dans le domaine de la circulation de la monnaie. Placés au cœur des échanges financiers, ces évaluateurs contribuent à la détection d'opérations qui pourraient constituer des actes de blanchiment ou de financement du terrorisme. Leur missions : confronter les réponses au questionnaire d'évaluation mutuelle du dispositif juridique et de la réalité sur le terrain. Ces réponses sont contenues dans un document transmis au Gabac depuis décembre 2014.

Au terme de l'expertise, un rapport d'évaluation sera produit. Les manquements relevés pendant l'évaluation feront l'objet des recommandations à l'en-

droit du gouvernement qui, à son tour, devrait tout mettre en oeuvre pour y remédier. Dans le cas où la capacité du Congo se révélait faible, le pays devrait corriger les imperfections le plus vite possible afin de préserver la stabilité du secteur financier pour attirer les investissements.

Rappelons que le mécanisme de cette évaluation pour le Congo a été déclenché le 22 septembre 2014, à travers un séminaire de pré évaluation. L'enjeu de cette évaluation annoncée étant de permettre au Congo de s'afficher avec arguments au niveau de la coopération internationale. Le pays doit démontrer qu'il dispose d'un dispositif de lutte efficace contre le blanchiment de capitaux. La stratégie de lutte adoptée par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) vise à inciter chacun des pays membres à se conformer aux normes internationales. Le Gabac, un organe de la Cémac, a, à cet effet, initié un programme d'évaluation des États à se soumettre à un examen critique.

« (...) il ne faut pas que nos pays deviennent comme des bases arrières. Il faut entrer dans ce moule mondial et avoir la technicité puis échanger les expériences avec les autres. Tous les pays doivent coopérer la main dans la main, car le phénomène est dangereux et prend de l'ampleur », avait déclaré le directeur général de l'agence nationale d'investigation financière (Anif), André Kanga, l'année dernière dans une interview.

Notons que l'Anif est l'interface du Gabac dans cet exercice. Elle est le maître d'oeuvre d'une évaluation mutuelle et au-delà. Elle est aussi la cheville ouvrière de la lutte anti blanchiment et contre le financement du terrorisme. En rappel, le blanchiment est une manière de dissimuler l'origine illicite des fonds en l'introduisant dans le circuit normal. Ce genre d'action a des effets néfastes sur le tissu économique. Quant aux actes terroristes, ils constituent une atteinte grave aux droits de l'homme.

Nancy France Loutoumba

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Une foire dédiée à l'entrepreneuriat féminin

La ville de Ouesso, dans la Sangha, dans la fièvre des festivités de la Journée internationale de la femme, célébrée le 8 mars de chaque année, abritera une foire sur le thème « Investissons dans la femme rurale et la jeune fille pour un avenir meilleur dans la stabilité et la paix ».

Cette foire intitulée « Airtel Congo sur l'entrepreneuriat Féminin » se déroulera du 3 au 8 mars. Elle est organisée à l'initiative de l'organisation non gouvernementale, « Idée et rêve pour la Sangha », en partenariat avec les ministères de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement ; des Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat ; la société de téléphonie mobile Airtel ; et le réseau DIVA. À cette foire est annexée la journée d'intégration, d'information et d'orientations sur les métiers et carrières des jeunes filles dans la Sangha.

L'idée pour les organisateurs est de faire participer cette popula-

tion cible considérée de vulnérable, au développement économique, agropastoral et industriel du département, retenu parmi les zones économiques spéciales que le gouvernement met en place. Cette transformation de la localité induit la mise en place d'une politique de développement économique locale et une approche d'insertion économique.

Autre raison, la politique industrielle du Congo a permis aux entreprises diverses de s'installer dans ce département. Cependant, la main d'oeuvre et la connaissance des métiers y relative pouvant servir d'embauches sont moins connues des populations et surtout des jeunes filles.

Par conséquent, une formation dans ce domaine permettrait aux jeunes filles de s'informer sur la nécessité de choisir dans leur formation initiale, les métiers qui tiennent compte de leurs talents et de leurs compétences ainsi que des enjeux et potentialités économiques de la Sangha.

Ainsi, en organisant cette foire d'entrepreneuriat féminin aux allures d'une formation, les organisateurs déclinent plusieurs objectifs, tels : former des femmes sur la transformation des produits existant dans la Sangha, rendre les femmes promotrices de leurs projets et créatrices d'emplois ; donner plus de visibilité au rôle de la femme rurale en particulier ; communiquer autrement sur les activités génératrices de revenus ; promouvoir l'amélioration du statut économique et social.

Nancy France Loutoumba



Une expertise à votre portée

FORMATION - COACHING - ASSISTANCE TECHNIQUE

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION

Le cahier des charges fonctionnel et technique : de l'analyse du besoin à l'élaboration

DUREE

3 jours

PERIODE

4 au 6 mars 2015

COUT

300 000 FCFA

La pratique de l'audit fiscal et contrôle interne

5 jours

9 au 13 mars 2015

450 000 FCFA

Optimiser ses outils et techniques de recrutement

3 jours

11 au 13 mars 2015

300 000 FCFA

Les fondamentaux du marketing

4 jours

17 au 20 mars 2015

400 000 FCFA

Suivi-évaluation des projets et programmes

5 jours

23 au 27 mars 2015

450 000 FCFA

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

GENRE

Le système des Nations unies entend apporter son expertise au Congo

Le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Anthony Kwaku Ohemeng-Boamah, a assuré la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Catherine Embondza Lipiti, de leur disponibilité à collaborer avec le gouvernement congolais

Soucieux de la question du genre qui est une préoccupation majeure tant pour la République du Congo que pour les agences du système des Nations unies, les deux parties ont résolu de mettre en place un cadre de concertation permettant de ficeler un pro-

gramme autour duquel elles vont collaborer. Sans avoir défini le cadre proprement dit, le représentant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Congo pense déjà à l'éducation des jeunes filles et à la sensibilisation sur l'autonomisation des

femmes. « *Le ministère peut attendre l'expertise du système des Nations unies. Nous faisons déjà des choses dans l'éducation des jeunes filles, nous pouvons continuer, il y a aussi d'autres aspects dont l'autonomisation, comment rendre plus efficace la participation des femmes dans l'économie congolaise* », a expliqué Anthony Kwaku Ohemeng-Boamah à sa sortie d'audience, précisant que leur domaine d'intervention sera

connu dans les jours ou semaines à venir.

La ministre Catherine Embondza Lipiti a, de son côté, rappelé à son hôte les priorités retenues pour cette année. Il s'agit notamment des activités programmées dans le cadre du Plan national de développement 2012-2016. Selon elle, le temps est venu pour renforcer la coopération avec les partenaires afin de bénéficier des appuis multiformes à un moment où le prix du baril du pétrole a chuté avec comme conséquences la réduction des budgets.

« *Au niveau de notre département, nous avons réalisé beaucoup de choses dans le cadre de l'autonomisation, il y a des grands défis à relever dans le sens justement de cet appui qu'il faut apporter dans le domaine de la femme. La femme est au centre de tout, malheureusement il y a beaucoup de disparités, d'inégalités en termes de renforcement des capacités, d'appui et d'éducation* », a déclaré la ministre de la Promotion de la femme. S'agissant de la feuille de route 2015, elle a annoncé la poursuite des activités lancées l'année dernière. En effet, au

regard de la transversalité de la question, elle entend mener un plaidoyer auprès de ses collègues en charge de l'éducation qui est considéré comme la porte d'entrée. « *Si les femmes ne sont pas formées, comment allons-nous les autonomiser ? La réalité est que le taux au niveau africain, même au Congo est très faible. Il y a de sérieux problèmes dans le cadre de l'éducation des filles parce qu'à l'entrée il y a la parité mais à l'arrivée il y a beaucoup de déperdition des filles, beaucoup de grossesses précoces, ce qui ne va pas dans le sens d'améliorer la condition de la jeune fille* », a ajouté Catherine Embondza Lipiti.

Dans le cadre du renforcement des capacités des femmes, le ministère a besoin de l'expertise du PNUD, en termes d'études de faisabilité, d'assistance technique. Les autres projets se résument en termes de campagnes de sensibilisation, d'information dans les zones rurales ; la sensibilisation sur le statut de la femme, ses droits fondamentaux, les violences ainsi que sur les questions de paix, surtout pour un pays post électoral comme le Congo.

Parfait Wilfried Douniama

Dieudonné Koguiyagda suggère le renforcement de l'impact sur les conditions de vie des femmes

Arrivé au terme de son mandat après près de 7 ans de loyaux services, le représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Congo est allé faire ses adieux à la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Catherine Embondza Lipiti, le 27 février

Abordé à sa sortie d'audience par la presse, Dieudonné Koguiyagda a souligné la nécessité de créer une synergie et d'utiliser les programmes qui sont en cours d'exécution afin de renforcer l'impact sur les conditions de vie des populations, particulièrement des femmes. « *Je disais à la ministre qu'elle occupe un département qui me préoccupe énormément. Je lui ai dit qu'il fallait chercher à développer des problèmes spécifiques en faveur des femmes puisque tout programme qui est en cours d'exécution ici concerne la femme. Si je prends le secteur rural par exemple qui nous concerne (l'agriculture, la pêche, les forêts, la promotion de la femme, le commerce, les Petites et moyennes entreprises, vous*

retrouverez immédiatement le rôle de la femme du début jusqu'à la fin », a expliqué le Burkinabé qui avait été désigné le 1er décembre 2008 pour succéder à François Rasolo.

Dieudonné Koguiyagda s'est également réjoui du fait que les actions que la FAO met en œuvre avec le gouvernement congolais à travers les différents ministères concernent les femmes. Comme exemple, il a cité le recensement général de l'agriculture en cours dont le dernier remontait à 1985. « *Au sortir de ce recensement, on saura combien de femmes sont actives dans le secteur agricole. Nous devons essayer de mettre en œuvre ce que nous prêchons pour nos partenaires nationaux. Je pense qu'il y a une évolution avec tous les investissements qui ont déjà été faits parce qu'il faut voir dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de l'alimentation. Ce sont des secteurs qui ont des impacts sur l'évolution de la femme* », a conclu le désormais ancien représentant de la FAO au Congo.

P.W.D.

IN MEMORIAM

02 mars 2014 - 02 mars 2015, cela fait déjà une année que le Seigneur a retiré le soufflé de vie à notre défunt père Pascal Essimba (Patmos) pour tes amis d'enfance et "ESpas" dans le cadre professionnel.

À l'occasion de ce triste anniversaire, ton fils aîné Pascal Essimba, Tanguy, tes autres enfants, neveux et nièces, ta veuve, tes frères et soeurs, ta belle famille, tes mères et oncles te portent toujours dans leur cœur.

Ton image demeure ineffaçable dans leur mémoire. Que le Saint-Père se souvienne de tes oeuvres et bienfaits et protège tes brébis.



04 mars 1995 - 04 mars 2015

Le temps qui passe n'a pu effacer la douleur de la séparation, ni combler le vide laissé par ta disparition. Voici vingt(20) ans jour pour jour que cela a plu au seigneur de rappeler dans son royaume notre chère maman. En ce jour mémorable chargé de souvenir, nous enfants :

Evoundi Marcelle Esther, Cathia Murielle, Carole, Franck Joël, Ngakosso Yannick ainsi que notre oncle Service Armand Jacques associons notre profonde douleur à celle des parents et amis qui l'ont connu et aimer tout en sollicitant de tous une pensée pieuse pour sa mémoire.

Une messe sera dite en sa mémoire ce mercredi 4 mars 2015 à 16h30 en l'église saint esprit de Mougali à six(6) heures 30, suivi d'un repas le 07 mars 2015 au n80 de la rue Bangui (Terre jaune) de Mougali à 15h précises.



NÉCROLOGIE

La famille Dampête, annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère Dampête Germain décès survenu le 18 février 2015, au CHU de Brazzaville (Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville), des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire se tient au n°69 de la rue Likouala à Poto-poto.

Le programme des obsèques se présente comme suite :

- 9 h00 : levée du corps à la morgue municipale du CHU de B/ville
- 10h30 : recueillement au domicile
- 13h30 : inhumation au cimetière privé Bouka
- 15h00 : fin de la cérémonie.



CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO. LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la Chine.

Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées

La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité ; de sable de concassage, de ciment et de gravier.



Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

Briques de 12# :480 CFA
 Briques de 15# :530 CFA
 Briques de 20# :650 CFA
 Sable 20m³ :180.000 CFA
 Gravier 20m³ :650.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport

NB : Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)

Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais.

Adresse : Brazzaville, Kinsana sur la route nationale N° 1 (arrêt de bus Kinsana avant la rivière Ioua).

Contacts : (+242) 06 6907119 / 06 9855060

06 9198888 / 06 6551111

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

58 programmes validés lors de l'atelier de Brazzaville

La moisson a été bonne pour ce deuxième atelier de validation des référentiels de formation de l'enseignement technique et professionnelle. Le ministre Serge Blaise Zoniaba a loué le travail fait lors de la cérémonie de clôture, le 28 février à Brazzaville.



Les participants de l'atelier de validation (crédit-adjac)

Les participants de cet atelier ont indiqué : « les travaux du deuxième atelier ont permis d'avoir cent trois référentiels de formation validés dont quarante-cinq programmes du précédent atelier organisé en octobre 2014 et cinquante-huit du présent, soit un taux de validation de 85% de l'ensemble des référentiels de formation élaborés par la cellule de révision des programmes ».

Ces programmes ont été élaborés selon l'approche par compétence repartis dans quinze familles de métiers à savoir : l'agriculture ; les mines ; les Eaux et Forêts ; le génie civile ; le bois ; la mer ; l'industrie ; l'artisanat ; le commerce ; les métiers administratifs et juridiques ; la santé ; les arts ; la formation des instituteurs ; l'économie sociale et familiale ; les sciences et technologies de l'information et de la communication.

Sur ces profils d'entrée et de sortie, ainsi que sur la description du métier, il a été recommandé de faire correspondre les profils de sortie avec la compétence du métier ; d'équilibrer le volume horaire avec les unités d'apprentissage selon la spécificité de chaque métier et de la filière. Tous ont recommandé que le stage soit érigé en module à part entière en raison de son importance et de son impact dans la formation des apprenants.

Au terme des travaux, le ministre Serge Blaise Zoniaba a plaidé pour la promotion de l'expertise nationale et la nécessité des réformes au niveau des programmes de l'enseignement technique.

Notons que cet atelier de validation a été focalisé sur les profils d'entrée et de sortie ainsi que la description du métier ; le référentiel d'activités professionnelles pour la voie professionnelle ; le référentiel de compétences et des connaissances associées ; le programme modulaire de formation et le référentiel d'évaluation et de certification. Il avait regroupé les représentants des Organismes internationaux ; les cadres des ministères ; les membres de l'Unité d'ingénierie de la formation professionnelle ; les consultants nationaux et un consultant international ; les Organisations non gouvernementales et bien d'autres représentants des structures publiques et privées.

Lydie Gisèle Oko

CONFÉRENCE-DÉBAT

« conférence de Berlin 1885 : de la balkanisation à la recomposition des espaces »

Le sujet continue de mobiliser le milieu intellectuel et universitaire. Le 26 février, date anniversaire de cet événement, des enseignants chercheurs, historiens et étudiants se sont retrouvés à la Faculté des lettres pour évoquer l'impact de la conférence tenue à Berlin en Allemagne par 14 États européens avec pour résultat : le partage de l'Afrique.

Cette conférence-débat, selon les initiateurs, vise non seulement à analyser et comprendre les données géopolitiques actuelles, mais également à sen-

sibiliser la communauté universitaire aux questions qui touchent à l'identité nationale et aux conflits régionaux.

tion à la recomposition des espaces ». L'unique orateur du jour, Joseph Zidi, assistant à la Faculté des Lettres a, dans sa communication, insisté sur l'impact de la conférence de Berlin sur l'Afrique d'aujourd'hui, les conflits frontaliers opposant des États notamment dans le Bassin du Congo, la question de l'identité culturelle et la perspective d'une Afrique unie fondée sur ses propres valeurs.

Joseph Zidi a expliqué qu'après les années qui ont suivi les indépendances africaines, deux camps se sont affrontés sur la

savoir que les différents frontaliers actuels ne sont forcément pas la conséquence du partage de Berlin, mais plutôt la conséquence des rivalités politiques de certains dirigeants africains. « S'il y a eu des compromis entre l'Angola et les deux Congo au sujet de leurs frontières respectives, c'est parce que les responsables de ces trois pays, ont manifesté leur volonté d'amitié et de vivre ensemble », a-t-il justifié.

Il a souhaité que soient créés des espaces d'intégration fondés sur la gouvernance culturelle, linguistique, afin que chaque peuple, chaque communauté puisse vivre en harmonie, et profiter des richesses qu'offre son environnement. Il est allé plus loin en parlant de la constitution des États-Unis d'Afrique, un projet cher au Guide libyen Mouammar Kadhafi, au Ghanéen Kwame Nkrumah, au Centrafricain Barthélemy Boganda, au Sénégalais Mamadou Dia et bien d'autres panafricanistes.

Pour la petite histoire, la conférence qui réunit à Berlin les puissances occidentales de novembre 1884 à février 1885, a pour objet, d'après les auteurs, de régler pacifiquement les litiges relatifs aux conquêtes coloniales en Afrique. L'Allemagne, qui ne s'est pas engagée dans la politique de colonisation joue les médiateurs et plaide en faveur de la liberté du commerce et de la navigation, notamment dans le bassin du Congo et celui du Niger. L'Acte final signé le 26 février 1885, fixait les règles de la colonisation de l'Afrique et impose le principe de l'effectivité pour reconnaître une annexion.

Fiacre Kombo

« S'il y a eu des compromis entre l'Angola et les deux Congo au sujet de leurs frontières respectives, c'est parce que les responsables de ces trois pays, ont manifesté leur volonté d'amitié et de vivre ensemble »

« Je félicite le département d'Histoire pour cette initiative de ce jour, un jour à double titre presque, d'une part célébrant un événement de portée mondiale et transversale du point de vue académique, et d'autre part ouvrant, pour le compte de cette année 2014-15, le cycle des conférences académiques au sein de notre faculté », a indiqué à l'ouverture le doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines, Dieudonné Tsokini.

Les participants au débat de ce jeudi, se sont focalisés sur le thème : « conférence de Berlin 1885 : de la balkanisation à la recomposition des espaces ». À en croire l'historien, ces deux protagonistes ne sont jamais parvenus à solutionner les problèmes auxquels le continent était confronté. Ce qui a favorisé, a-t-il expliqué, l'avènement d'un troisième courant prônant ainsi l'idée de l'intégration régionale.

En réaction, les participants ont interrogé l'orateur sur la persistance des conflits frontaliers entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, entre d'autres parties de l'Afrique. L'enseignant a fait

question de la révision ou non du traité de Berlin, « il y a d'un côté, les révisionnistes et de l'autre, les souverainistes, c'est-à-dire, ceux qui défendent l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ». À en croire l'historien, ces deux protagonistes ne sont jamais parvenus à solutionner les problèmes auxquels le continent était confronté. Ce qui a favorisé, a-t-il expliqué, l'avènement d'un troisième courant prônant ainsi l'idée de l'intégration régionale.

En réaction, les participants ont interrogé l'orateur sur la persistance des conflits frontaliers entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, entre d'autres parties de l'Afrique. L'enseignant a fait



3G Services

Devenez
Certifié



LES COMPÉTENCES INFORMATIQUES ET
LES CERTIFICATS INTERNATIONAUX

3G Services organise à Brazzaville dès le 16 Mars 2015, Un programme de formation Cisco avec certification internationale sur le Réseau Informatique intitulé : Cisco Certified Network Associate **Routage et Commutation**
Coût: A partir de 450 000 F/payable en tranches Durée: 2 Mois Horaires: 18H Public: Entreprise & Individuel

CCNA Partie 1-1 (ICND1) Interconnexion de périphériques Cisco, fonctions du routage, Ethernet et LAN, IOS Cisco, Réseaux sans fil, Comprendre la commutation, Maximiser les bénéfices de la commutation, Comprendre les problèmes de commutation.

CCNA Partie 1-2 (Suite ICND1) Configuration du Routeur Cisco, paquets réseau, Cisco SDM, Utilisation du routeur Cisco comme serveur DHCP, Accès aux périphériques distants, Technologies WAN, Routage statique, Gestion des périphériques Cisco.

CCNA Partie 2-1 (ICND2) Implémentation de VLAN et des Trunks, Maximiser la performance avec le Spanning Tree, Maintenance des Réseaux Commutés, Opérations de routage, VLSM, Routage Dynamique, le protocole OSPF.

CCNA Partie 2-2 (Suite ICND2) L'EIGRP, Les ACL, NAT et PAT, Solutions VPN, Connexion WAN avec PPP, Connexion WAN avec Frame Relay.

A la fin de la formation nous vous préparons à l'examen de Certification Cisco.
Pour les inscriptions et pour tout renseignement veuillez nous contacter aux coordonnées suivantes:
Tel : 050745167/066779255 Email : contact@3g-universel.net

IMMIGRATION

Christophe Muzungu fait le point sur la situation des sujets de la RDC au Congo

L'ambassadeur de la République démocratique du Congo, Christophe Muzungu, a situé l'opinion, le 27 février à Brazzaville, sur les immigrants réguliers. Le projet de nouvelles cartes consulaires biométriques ainsi que l'avenir commun des deux Congo ont figuré au menu des échanges.

Le diplomate s'exprimait lors d'une cérémonie d'échange de vœux avec le personnel au siège de la représentation diplomatique de la RDC à Brazzaville. « Je voudrais, au nom de l'ambassade et en mon nom personnel, vous encourager dans la nouvelle voie que vous avez adoptée, qui est celle de la légalité. Vous êtes là sereins, chacun avec son passeport ou alors sa carte de séjour. Vous êtes dans la légalité. C'est ce que je vous ai toujours demandé. La légalité vous donne ou vous redonne de la dignité. Elle vous

accorde également la paix du cœur et vous permet de circuler librement. Je vous encourage à rester dans cette voie », a déclaré l'ambassadeur dans son discours de circonstance.

Christophe Muzungu a souligné la nécessité d'améliorer la qualité des cartes consulaires et d'autres pièces délivrées par l'ambassade de la RDC. « Beaucoup d'entre vous m'ont écrit et bien d'autres sont venus me voir pour se plaindre de la qualité des cartes consulaires fabriquées à base



L'ambassadeur de la RDC, Christophe Muzungu

de Bristol non plastifié. Mais grâce à certains d'entre vous, j'ai trouvé un modèle plutôt moderne et adapté », a poursuivi l'ambassadeur, ajoutant non sans fierté : « Désormais ce sont des cartes consulaires biométriques qui seront servies ». L'ambassade entend acheminer deux appareils à Brazzaville et à Pointe-Noire pour permettre la délivrance des cartes consulaires aux sujets de la RDC en République du Congo.

En prélude aux échéances électorales

qui s'annoncent pour 2016 en RDC, les cartes biométriques permettront aux ressortissants de ce pays résidant à Brazzaville d'accomplir leur devoir civique. « Je parle sous réserve car,

si les autorités compétentes nous l'ordonnent, c'est avec ces cartes que vous aurez aussi à voter », a précisé Christophe Muzungu qui a par ailleurs appelé ses compatriotes à l'apaisement pour permettre le retour de la concorde entre les deux capitales les plus proches au monde. « Je sais de quoi je parle, il faut beaucoup prier pour les autorités, pour les deux peuples et pour les deux pays », a-t-il souligné.

Fiacre Kombo

TRANSPORTS EN AFRIQUE

La Banque mondiale appelle à plus d'investissements dans le secteur

La Banque mondiale conseille aux pays africains d'investir plus dans le secteur des transports, qui joue un rôle important dans l'élimination de la pauvreté extrême sur le continent, selon Justin Runji, un haut responsable de l'institution financière.

L'officiel de la Banque mondiale, qui travaille actuellement sur le secteur routier en Zambie, au Kenya et au Burundi, justifie cette proposition au fait que les transports sont « une activité commerciale importante et un catalyseur vital pour le développement économique en Afrique ». Justin Runji estime que le réseau routier est un des plus grands atouts de l'Afrique subsaharienne d'autant qu'il transporte plus de 80 % des passagers et plus de 5 % du trafic de fret.

Malgré cela, ce spécialiste des transports à la Banque mondiale a regretté que des bailleurs de fonds aient retiré leur soutien au secteur des transports en Afrique alors que d'autres montrent de l'intérêt pour les mégaprojets. « Ces tendances suggèrent que les pays doivent se préparer davantage à assurer la responsabilité de leurs réseaux routiers. Les financements pour les routes proviennent à plus de 60 % des recettes des usagers liées aux carburants pétroliers, mais cette source de revenus est constamment menacée », a-t-il relevé.

Pour ce qui est de l'appui de la Banque mondiale au secteur des transports en Afrique subsaharienne, il sied de noter que rien que pour l'année dernière, elle a investi plus de sept milliards de dollars. Ce montant inclut aussi les opérations liées aux technologies de l'information et de la communication dans cette partie du continent.

Nestor N'Gampoula



République du Congo

PROJET D'APPUI A LA REFONDATION DE LA FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL (PARFTS)

Cofinancement Congo / Agence Française de Développement



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'AUDIT EXTERNE DU PROJET D'APPUI A LA REFONDATION DE LA FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL (PARFTS) N° CCG 1095 01G

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé une convention d'affectation pour le financement du Projet d'Appui à la Refondation de la Formation en Travail Social (PARFTS). L'Unité de Coordination du PARFTS (UCP) assure la maîtrise d'ouvrage du projet pour le compte du Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité (MASAHS). A cet effet, l'UCP a l'intention d'utiliser une partie des ressources du concours pour effectuer les paiements au titre du contrat de services d'expertise d'un cabinet pour la réalisation des audits externes financiers et comptables.

L'objectif sectoriel du projet est de renforcer la lutte contre la précarité sociale au Congo à travers :

- La création et la mise en fonctionnement de l'Institut National du Travail Social (INTS) qui aura, à terme, une capacité annuelle de 385 apprenants en formation initiale ou requalification et de 300 en formation continue. Cet institut supérieur de formation professionnelle aux métiers du social sera doté d'une certaine autonomie administrative et financière et il sera co-piloté par les représentants de l'Etat, du secteur privé et des OSC ;
- Le développement, à partir de l'Institut, d'un centre de ressources et d'un centre de recherche spécialisé dans le domaine de l'action sociale qui s'appuiera sur un ensemble de partenariats avec différents instituts sociaux existant au Nord et au Sud ;
- Le renforcement des capacités du MASAHS, en particulier, (i) l'accompagnement de la professionnalisa-

tion des acteurs du ministère et des services sociaux privés et (ii) l'appui à la mise en œuvre de la PNAS

OBJECTIFS DE LA MISSION :

L'objectif de l'audit des Etats Financiers du Projet (EFP) est de permettre à l'auditeur, d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la situation financière du projet au 31 décembre de chaque année et de s'assurer que les ressources mises à la disposition du projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées. Le cabinet d'audit à recruter procédera chaque semestre à une vérification des comptes en produisant un rapport intermédiaire semestriel. Le cabinet réalisera un audit annuel administratif, comptable et financier du projet.

Qualité de l'auditeur :

Le cabinet d'audit doit être enregistré et être régulièrement inscrit au tableau d'un ordre des experts-comptables reconnu au plan national ou régional. Le cabinet doit avoir une expérience confirmée en comptabilité et audit financier des projets de développement, notamment ceux financés par les donateurs.

Durée de l'étude :

La durée du contrat est de quatre (4) ans, à couvrir 2014, 2015, 2016 et 2017.

L'Unité de Coordination du projet / PARFTS invite par conséquent, les cabinets intéressés à manifester leur intérêt à réaliser la mission décrite ci-dessus. Ceux-ci doivent fournir les informations indiquant les capacités techniques à exécuter les prestations sollicitées notamment, les références concernant l'exécution de

contrats analogues, les expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, la disponibilité du personnel clé, etc.

Sur cette base, une liste restreinte de consultants ayant les qualifications requises sera établie. La sélection du cabinet se fera par la méthode de sélection fondée sur la qualité technique et coût (SFQC). Les cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les Termes de Référence complets, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables de 9h 30 à 15h 00.

Les dossiers de candidature doivent être adressés, au plus tard le 13 mars 2015, à 14 heures, sous pli fermé, à l'adresse suivante, avec mention « Avis à manifestation N° CCG 1095 01G en vue de recrutement d'un cabinet pour l'audit externe du PARFTS »

Projet d'Appui à la Refondation de la Formation en Travail Social (PARFTS)
Unité de Coordination du Projet
Située : au 2 bis, rue Bonga, Mougali, (Circonscription d'Action Sociale de Mougali, Avenue de la Paix, vers Moukondo, Arrêt de bus CEG MATSOUA),
Tél. : (00242) 06 403 13 72 / 05 631 26 05
E-mail parfts@gmail.com
Brazzaville - République du Congo(

Le Coordonnateur

Sylvain Ernest MOUYEDI

LIBYE

Les Occidentaux appelés à armer l'armée loyaliste qui combat les djihadistes

Face à la montée en puissance des groupes terroristes, la Libye est menacée, selon le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Dayri, « de devenir une nouvelle Syrie ». Pour ce faire, le chef de la diplomatie libyenne a appelé le 25 février, les Occidentaux à armer les forces libyennes qui combattent les djihadistes.

« En l'absence d'une solution politique, le pays peut être entraîné dans une véritable guerre civile comme en Syrie », a averti Mohamed Dayri, dont le pays, en proie aux milices rivales, a sombré dans le chaos. « Le temps presse (...). Le terrorisme ne constitue pas un danger pour la Libye et les seuls pays voisins, il s'agit d'une menace qui s'intensifie contre l'Europe », a déclaré le ministre lors d'une brève visite mardi à Paris.

Mohamed Dayri a précisé que l'appel du gouvernement libyen concernant l'appui militaire aux forces loyalistes n'était nullement une manière de plaider « pour une nouvelle intervention militaire occidentale », à l'instar de celle qui avait délogé le régime de Mouammar Kadhafi en 2011, mais plutôt pour le renforcement des capacités de l'armée libyenne.

« La formation d'un gouvernement d'union nationale est une priorité libyenne, avant d'être une demande internationale. Mais si nous parvenons dès demain à former un tel gouvernement, il nous faut de l'aide pour l'armée libyenne. Or je n'ai trouvé aucune réponse convaincante aux Etats-Unis ou en Europe, seulement des assurances qu'il y aurait une action internationale et non une intervention », a fait remarquer le ministre libyen des Affaires étrangères. « Notre condition sine qua non pour former un gouvernement d'union nationale est l'engagement à combattre le terrorisme », a-t-il insisté.

La semaine dernière, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le chef de la diplomatie libyenne avait appelé à une levée de l'embargo imposé depuis 2011 aux armes destinées à la Libye. Plusieurs membres du Conseil de sécurité, dont la Russie, sont réticents à lever cet embargo, évoquant le risque de voir des armes tomber entre de mauvaises mains. Le ministre a, par ailleurs, indiqué que le groupe Etat islamique contrôle jusqu'à ce jour deux villes, Derna dans l'est du pays et Syrte au centre. Ces mêmes extrémistes, a-t-il souligné, sont présents à Tripoli où ils ont mené le mois dernier un attentat contre un hôtel abritant des responsables et des étrangers. Notons que la communauté internationale réclame une solution politique en Libye avant toute chose, et s'inquiète, outre la montée en puissance des djihadistes, de l'afflux de l'immigration clandestine à destination de l'Italie notamment.

Nestor N'Gampoula

DIPLOMATIE

Denis Sassou N'Guesso reçu par le Premier ministre belge

Hier lundi matin, le président Denis Sassou N'Guesso a été reçu par le premier ministre belge, Charles Michel. Un prélude à la journée de mardi, au programme chargé pour le chef de l'Etat et sa délégation.



Lundi matin, le président Denis Sassou N'Guesso a été reçu à la primature par Charles Michel, le chef du gouvernement belge (@Aimé Ondongo)

Après Mattéo Renzi à Rome, Charles Michel, le chef du gouvernement belge a reçu Denis Sassou N'Guesso. Le président de la République était convié, hier lundi matin, pour un petit-déjeuner de travail à « Lambert », la primature belge.

Si le contenu de la discussion n'a pas fuité, le site officiel de Charles Michel évoquait « l'actualité dans la région des Grands lacs ainsi que la situation concernant la lutte contre Ebola ». Une épidémie d'Ebola qui sera à nouveau au cœur des

débats ce mardi. La journée a débuté dès 8h30 par une rencontre avec l'Italienne Fédérica Mogherini, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité.

S'ensuivra le sommet UA-UE-ONU, au Palais d'Egmont, où sont attendus Ellen Sirleaf Johnson, Alpha Condé et Ernest Bai Koroma, les chefs d'Etat libérien, guinéen et sierra-léonais, mais aussi Ban Ki-Moon, le secrétaire général des Nations unies. La présence de Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), est également évoquée.

Plus tard dans l'après-midi, le président Denis Sassou N'Guesso s'entretiendra avec Neven Mimica, commissaire européen à la Coopération internationale et au développement. Puis il rencontrera Donald Tusk, le président du Conseil européen. Un ultime rendez-vous, avec Patrick Gomes, secrétaire général du groupe des Etats ACP (Afrique caraïbe pacifique), est prévu au programme présidentiel.

Le chef de l'Etat achève aujourd'hui cette journée marathon par une conférence face à la presse nationale et internationale.

Camille Delourme

COOPÉRATION

Les chemins de fer construits par la Chine fournissent des emplois aux Africains

Après une recherche de longue date, Cetrine Misango a obtenu un emploi mieux rémunéré en tant que garde de sécurité pour Kenya's Standard Gauge Railway (SGR), chemin de fer construit par une entreprise chinoise.

« Je suis mieux payé ici par rapport à mon emploi précédent en tant que réceptionniste. Bien que je sois juste un garde de sécurité en ce moment, je peux être promu en tant que superviseur ou même en tant que gestionnaire à l'avenir », a déclaré Misango sur un site de travail du projet du chemin de fer situé à la périphérie de la capitale Nairobi. L'homme de 22 ans a déclaré que les Chinois présents sur place sont gentils avec lui et il préfère travailler jusqu'à la fin du contrat pour qu'il puisse gagner suffisamment d'argent pour achever ses études.

Misango est juste l'un des quelque 8000 Kenyans qui ont obtenu un emploi et travaillent actuellement à différentes sections du projet de chemin de fer de 472 km qui s'étend de la ville por-

tuaise de Mombasa à Nairobi. Ailleurs en Angola, plus de 60.000 personnes locales ont été impliquées dans un nouveau projet de chemin de fer financé par la Chine, tandis que des milliers d'autres maintiennent jusqu'ici son fonctionnement.

Malgré les progrès économiques considérables au cours des dernières années, le Kenya est confronté à un taux de chômage élevé chez les jeunes, qui représentent 35% de la population kenyane. Un rapport officiel 2014 a montré qu'au moins un million de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail kenyan, mais seulement une petite partie arrive à obtenir un emploi bien rémunéré.

En janvier dernier, le président kenyan Uhuru Kenyatta a déclaré, lors d'une tournée d'inspection du projet

SGR, que la construction du chemin de fer créerait des milliers d'emplois pour les Kenyans et favoriserait la transformation économique du pays.

La Chine a financé 90% de ce projet valant 3,8 milliards de dollars. Selon la China Road and Bridge Corporation (CRBC), l'entrepreneur chinois du projet, la société va embaucher jusqu'à 30.000 travailleurs kenyans alors que les travaux de construction s'intensifient. Il est également prévu que la CRBC forme des centaines d'ingénieurs et de techniciens qui seront disponibles pour les futurs développements ferroviaires locaux et régionaux. Erick Orucho, qui travaille sur le même site que Misango, est l'un de ces bénéficiaires.

Ce diplômé d'université a été promu comme superviseur de laboratoire après avoir été formé pendant les sept derniers mois à maîtriser tout l'équipement permettant de tester des échantil-

lons de différents matériaux. Ce jeune homme de 23 ans, qui peut maintenant même enseigner à d'autres collègues comment utiliser ces équipements, a indiqué qu'il aime et apprécie son travail dans la société chinoise, et espère que ce qu'il a appris ici pourra un jour l'aider à réaliser son rêve de devenir ingénieur.

Li Juguang, directeur du département de liaison avec la CRBC, a fait savoir que la compagnie fait des progrès constants dans la construction du chemin de fer grâce au travail du personnel chinois et local. Le directeur a noté que l'usine pour la fabrication de wagons-lits, par exemple, peut former un grand nombre d'employés kenyans au cours de la période de construction, et continuera à être opérationnelle et à offrir des emplois aux habitants locaux après la fin de la construction du chemin de fer.

Outre la création d'emplois, la société chinoise a également mené diverses activités

et programmes sociaux pour aider les Kenyans vivant le long de la ligne de chemin de fer. Jusqu'ici, plus de 6000 habitants ont bénéficié de ces activités telles que des forages de puits, des dons aux écoles, des réparations de routes et de l'assistance routière, selon la CRBC.

Le chemin de fer, un des plus grands projets d'infrastructures dans l'histoire du pays, remplacera une piste à voie étroite construite il y a plus de 100 ans sous le régime colonial britannique, et une extension éventuelle en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi et au Soudan du Sud, est déjà prévue.

Ce chemin de fer permettra de réduire le temps pour les passagers qui voyagent de Mombasa à Nairobi, qui passera de huit heures actuellement à environ quatre heures et demie. Le temps pour que les trains de marchandises circulent entre les deux villes sera également réduit à huit heures.

Xinhua

BANGUI

Une médiation tenue à Sant'Egidio avant le forum de Bangui

À l'invitation de la communauté catholique Sant'Egidio, qui fait œuvre de médiation dans certains conflits en Afrique, une délégation d'hommes politiques centrafricains discute actuellement de la situation dans leur pays.

Quatre anciens Premiers ministres - Nicolas Tyangaye, Martin Zinguélé, Anicet Georges Dologuélé, Enoch Dérant Lakoué - ont fait le déplacement de Rome. S'y ajoutent la

vice-présidente du parlement de transition, Lea Koyassoum Doumta et la présidente du Comité préparatoire du Forum de Bangui, Béatrice Epaye.

Le vendredi 27 février, les différentes entités politiques centrafricaines ont signé à Rome un accord sous l'égide de la communauté catholique Sant'Egidio.

Selon un communiqué, cet engagement devra garantir des

élections présidentielles libres et pacifiques en Centrafrique dans le but de remettre le processus politique au centre. Les élections présidentielle et législatives sont prévues en RCA en juillet et août prochains. Le document précise la démarche à suivre avant, pendant et après ces élections, a indiqué Mauro Garofalo, responsable des affaires extérieures de cette communauté proche du Vatican.

La Communauté Sant'Egidio, surnommée «l'ONU du Trastevere» (un quartier de Rome) pour ses médiations discrètes, n'est pas à sa première médiation sur la situation en Centrafrique. En novembre 2013, elle avait fait signer aux autorités du pays de l'époque, ainsi qu'à la société civile et aux responsables religieux un pacte républicain. Dans ce texte, les signataires s'étaient engagés à

promouvoir la sécurité, le désarmement, le dialogue politique et la démocratie. Cela n'avait nullement ramené la paix dans le pays puisqu'un mois plus tard, la capitale centrafricaine était à nouveau à feu et à sang.

Outre la RCA, Sant'Egidio s'efforce depuis plusieurs années de réconcilier les responsables dans des pays en conflit: Mali et Sénégal (conflit de Casamance) notamment.

Nestor N'Gampoula

YALOKÉ

Des agents de santé formés sur la prise en charge de la malnutrition

Plus d'une dizaine d'agents de santé de l'hôpital de Yaloké ont pris part à un atelier de formation sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe.

Cet atelier permettra au docteur Eddy Patrick Gamba, administrateur national du programme de nutrition à l'Unicef, Eugene Kanga chef de district sanitaire de Bos-

sembele, Siméon Mongombi, médecin chef de l'hôpital secondaire de Yaloke, d'édifier le personnel de santé sur les généralités relatives à la malnutrition et au dépistage de la malnutrition.

Le docteur Siméon Mongombi a précisé que cet atelier vient renforcer la capacité de ces agents, puisque la malnutrition est deve-

nue un problème de santé publique dans la localité de Yaloke, surtout en milieu peul et même en milieu chrétien. Sur dix enfants dépistés, au moins quatre souffrent de la malnutrition

Cet atelier organisé par le ministère de la Santé, bénéficie de l'appui de l'Unicef.

KABO

Un comité de jeunesse est mis en place

Ce comité composé d'une dizaine de membres a été mis en place la semaine dernière. Le but est de canaliser les jeunes à adopter des comportements civiques et responsables afin de soutenir la cohésion entre les deux communautés. L'élection des membres s'est déroulée en présence des autorités locales.

Le bureau est composé d'une dizaine de personnes des issues

des communautés musulmane et non-musulmane. Tous les anciens membres du comité ont fui les exactions pour se réfugier au Tchad.

Selon Nicolas Goninza, président élu du nouveau comité de la jeunesse, « le rôle de cette association est de rassembler les jeunes et de les canaliser afin qu'ils soient des acteurs du développement de notre localité. Il est

important que nous changeons de comportement », a suggéré le nouveau président.

Le maire de la ville de Kabo a, quant à lui, loué l'initiative de la jeunesse qui consiste à s'organiser en comité. « L'unité est une force. Il est important que vous vous réunissiez comme un seul homme afin de transformer les autres par des activités génératrice de revenus », a souligné le maire.

Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

AVIS DE RECRUTEMENT

Les Dépêches de Brazzaville recrute pour le compte de sa rédaction basée à Brazzaville, au Congo, des secrétaires de rédaction et relecteurs (rewriters).

Profil requis : licence en sciences et techniques de la communication (journalisme) ou en lettres.

Qualités/compétences exigées : bonne maîtrise de la langue française (grammaire), maîtrise de l'outil informatique, culture générale, maîtrise de l'actualité nationale et internationale. Avoir exercé dans la presse écrite, dans un média, ou dans un service de communication. Disponibilité et capacité à travailler en équipe et sous pression.

Tâches prioritaires à accomplir : relecture et correction des articles à publier sur le site de l'agence et dans le journal.

Les personnes intéressées par cet avis de recrutement sont priées de déposer leurs dossiers de candidature au secrétariat du journal Les Dépêches de Brazzaville, sis au 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, à Mpila (en face de CFAO)

Composition du dossier : lettre de motivation, CV et copie légalisée du diplôme exigé.

NB : seuls seront contactés, les candidats dont les dossiers seront sélectionnés.

Délai de dépôt des dossiers : le 07 mars 2015.

Bientôt la reprise des travaux de réhabilitation de l'avenue des Martyrs

Bruno Minang, Directeur de Cabinet au Ministère des Travaux publics, de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire a fait savoir que l'arrêt, temporaire, était dû au manque de matériels et à l'adoption du nouveau budget pour l'année 2015.

Les activités de la réhabilitation ont été suspendues suite au transfert des matériels sur le site des travaux d'urgence qui doivent être réalisés par le ministère des Travaux publics. Après la réhabilitation d'une partie de cette avenue, le constat révèle qu'une portion commence déjà à être dégradée.

« Les machines de l'Office national des matériels (ONM) ont été réquisitionnés d'urgence pour exécuter des travaux sur un autre chantier. Ces matériels ont été mobilisés d'une manière temporaire », a avancé Bruno Minang.

Il a par ailleurs ajouté que l'un des problèmes de suspension des travaux de réhabilitation de l'avenue des Martyrs était lié à l'expiration du budget des travaux pour l'année 2014. « Il faut que l'année 2015 soit budgétisée afin que les activités reprennent sur cet axe. Le conseil de l'administration et le Fonds d'entretien routier (FER) ont déjà adopté ce budget tant attendu. La reprise des activités de réhabilitation ne saurait tarder », a-t-il annoncé.

Les travaux de réhabilitation de l'avenue des Martyrs ont démarré le 4 août 2014 avant d'être suspendus en janvier 2015.

SIBUT

Trois personnes tuées par la justice populaire

Trois personnes ont été victimes de justice populaire dans la ville de Sibut et ses périphéries, ces trois derniers jours. Cette information a été livrée au RJDH, le vendredi 27 février 2015, par une autorité locale et confirmée par une source religieuse.

Selon les informations, deux personnes ont été tuées le mercredi 25 février passé dans la zone du reboisement, situé à cinq kilomètres de la ville de Sibut. Un résident de cette localité qui revenait de l'axe Sibut Kaga-Bandoro a été poursuivi puis tué par quatre personnes non encore identifiées qui auraient tout emporté.

L'un des quatre assassins aurait été appréhendé et tué aussi tôt par les parents de la victime. D'après une source proche des parents, la personne considérée comme l'un des agresseurs, aurait dans sa poche le sexe de la personne tuée.

Ce cycle de la barbarie a été déclenché après l'assassinat d'un homme accusé d'avoir envoûté des personnes. Enfermé à la gendarmerie, le présumé a été tué par une bande de jeunes armés qui se sont introduits dans sa cellule.

Une autorité locale contactée par le RJDH a déploré ces cas. Pour lui, les éléments Minusca ne font rien pour combattre ce phénomène. Le RJDH n'a pas pu entrer en contact avec la Minusca pour des précisions sur cette situation.

Source : Réseau des journalistes centrafricains pour les Droits de l'Homme

CENTRE CULTUREL RUSSE

Le directeur dresse l'état des activités régionales de son institution

Le directeur du Centre culturel russe (CCR), Sergey Belyaev a expliqué à la presse l'état actuel de la coopération culturelle entre la Russie et les pays africains, notamment, ceux qui font partie du cercle des activités régionales du CCR, qui est l'avant-poste de la diplomatie culturelle russe en Afrique centrale.

Il ressort entre autres que courant le dernier semestre 2014, Sergey Belyaev a visité, la République démocratique du Congo (RDC), le Gabon, le Cameroun, le Nigeria. En mission de service à Libreville, au Gabon, Sergey Belyaev, a eu des entretiens avec le rédacteur en chef du journal central « L'Union », Léonard Brice Mba Assoume ; la directrice générale de la chaîne de télévision RTJ2, Florence Mbani Okinda ; ainsi que le directeur de Gabon Télévision, Mathieu Kouma. Il a aussi conféré avec le recteur de l'université Omar Bongo, le professeur Marc-Louis Ropiva ; le ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale, Nzengui Miyindou ; le ministre de la Culture, Rufin Moussavou, sans oublier le directeur du Musée national, Aimé-Sylvain Ibouili. Au cœur de ces différentes rencontres, l'examen des possibilités de coopération dans le domaine de l'information et de la culture entre la Russie et le Gabon. En

outre, il s'est entretenu avec le secrétaire général de la commission nationale de l'Unesco, Just Joris Tindy-Poaty, et le coordinateur-résident du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Marie-Evelyn Petrus-Barry. Ici, les entretiens ont porté sur les activités et les perspectives de la coopération entre ces institutions et la Russie. D'ailleurs des projets concrets sur cette coopération ont été élaborés.

A noter que le directeur du CCR de Brazzaville a accordé une interview aux chaînes de télévision et de radio camerounaises, où il a fait le bilan de la coopération entre la Russie et les pays africains.

Toujours dans le cadre de la coopération russo-africaine, Sergey Belyaev, a pris part à une visite à l'école supérieure polytechnique qui fait partie de l'université de Yaoundé 1 dont le directeur, Charles Avona Onana, est un ancien étudiant de la faculté de physique et des mathéma-



Le directeur du CCR de Brazzaville

tiques de l'université d'Etat de Moscou (MGU), le 30 septembre 2014. Ont pris part à cette rencontre, qui s'est transformée en une Journée de la Russie à l'université, des russes, ainsi que les étudiants voulant recevoir une formation en Russie et participer dans d'autres formes d'échanges académiques. Ce même jour, il a conféré avec Nikolai Ratsiborinski, ambassadeur de Russie au Cameroun et en Guinée Equatoriale. Ils ont parlé de la collaboration entre

l'ambassade et le CCR de Brazzaville. Sergey Belyaev et les collaborateurs de l'ambassade, ont examiné des questions relatives au travail de sélection des candidats aux études en Russie, ainsi que des activités du CCR, notamment l'élargissement des fonctions de l'agence fédérale russe, chargée de la coopération humanitaire à une série de nouveaux domaines, en particulier, l'assistance au développement. Sergey Belyaev a également pris part, le 30 octobre 2014,

à une manifestation organisée par l'ambassade de Russie à Libreville, avec la participation du peintre russe, Garry Zooh. L'exposition et le master-class du peintre se sont déroulés dans un complexe scolaire d'élite, « Ruban vert » récemment construit, et patronné par l'épouse du président gabonais. Occasion qui a permis aux jeunes peintres de mettre en exergue leurs expériences, sous la direction du maître chevronné de Russie. Cette manifestation a été marquée par la présence de la première dame gabonaise qui a manifesté un vif intérêt pour le peintre russe. Au cours des consultations avec les responsables du complexe scolaire, il a été convenu de faire un don d'une sélection des CD des films russes, et d'une bibliothèque avec des albums, des œuvres littéraires, des dictionnaires et des manuels de la langue russe. Rappelons que lors de la visite à Lagos au Nigeria, le directeur du CCR de Brazzaville a eu des rencontres productives avec des responsables du Musée national de ce pays et de la chaîne Nollywood sur les projets éventuels de la coopération bilatérale.

Bruno Okokana

FORUM DE L'ORIENTATION POST BACCALAURÉAT

TOTAL E&P CONGO accompagne les élèves au bon choix optionnel

Dans le cadre de son programme de soutien à l'éducation au Congo, Total E&P Congo a organisé le 14 février au Centre culturel Tati-Loutard, en partenariat avec la direction départementale de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, le 4e forum de l'orientation post Bac dédié aux élèves de terminal scientifique et Technique de la ville de Pointe-Noire

La cérémonie a été patronnée par le directeur général adjoint de l'entreprise, Alain-Brice Boumpoutou en présence du directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures, Serge Bouiti-Viaudo, le représentant du directeur de l'enseignement primaire secondaire et de l'alphabétisation (DDEPSA), Michel Toungoulou. Près de quinze établissements d'enseignement supérieur national et international ont présenté leur formation et des débouchés qu'ils offrent aux futurs bacheliers.

Il s'agit entre autres de: la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Marien Ngouabi, l'École Nationale Supérieure Polytechnique, l'Institut Ucac-Icam, l'École Nationale Supérieure d'Agronomie et de Foresterie (ENSAF), DGC Polytech, ESCIC, l'École Supérieure de Technologie du Littoral, l'EAD,

Isem, 2IE, et le Campus France, facilitateur des nouveaux bacheliers qui souhaitent poursuivre leur études supérieures en France. Dans son mot de circonstance, le directeur général adjoint de Total E&P Congo, Alain-Brice Boumpoutou a rappelé que cet événement illustre une fois de plus l'engagement de leur entreprise à soutenir l'éducation des jeunes car, une jeunesse formée est l'un des atouts contribuant au développement d'un pays. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, TOTAL E&P CONGO place l'éducation parmi ses axes majeurs d'intervention en matière de politique sociétale, a-t-il martelé.

« Cette vision se concrétise par l'ensemble des projets que nous soutenons dans le cadre du développement des compétences des jeunes congolais et le soutien des talents. Ces projets sont entre autres l'appui à



l'institut UCAC-ICAM, le partenariat avec le ministère de l'enseignement supérieur à travers l'université Marien Ngouabi, la construction et l'accompagnement du Centre Culturel Tati-Loutard », a-t-il souligné.

Ce partenariat existe aussi depuis 2009 entre l'entreprise et le ministère de l'enseignement primaire et secondaire soutenant le dispositif des classes renforcées de la seconde à la terminale scientifique au lycée Victor Augagneur un programme qui offre aux candidats ayant réussi au Bac, le concours d'entrée à un enseignement gratuit de qualité dans les filières scientifiques sanctionné par le passage de deux bac, le bac C Congolais et le Bac S Français. Avec ce forum de l'orientation, ces candidats et tous les élèves des séries scientifiques et techniques de Pointe-Noire peuvent désormais s'informer sur les cursus poste bac, les conditions d'octroi de bourse nationale et les opportunités de carrière disponible au Congo et dans la sous région. L'orientation des jeunes est selon lui, un enjeu décisif, il est donc important d'aider ces populations à

anticiper les perspectives de formation et de carrière. « Ce forum est l'ambition de vous aider chers élèves à envisager votre orientation future et votre entrée dans les études supérieures puisque vous arrivez à une



étape charnière de votre parcours scolaire », s'est-il adressé aux élèves.

Alain-Brice Boumpoutou a, par ailleurs, remercié l'ensemble du personnel enseignant qui participe chaque jour à l'accompagnement des élèves dans leur développement personnel et les exposants

pour avoir accepté leur invitation pour enfin offrir leur temps au profil des élèves.

De son côté, le représentant du directeur départemental de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Michel Toungoulou a exprimé sa gratitude à l'ensemble des participants et la direction générale de TOTAL E&P CONGO pour ces actions permanentes de franche collaboration et de soutien au système éducatif congolais guise de développement. Notons que les élèves de terminale des séries C D E et ceux des lycées techniques ont été satisfaits des informations reçues après la visite des différents stands d'établissement d'enseignements supérieurs et de la qualité des exposés des

animateurs, venus de Ouagadougou (Burkina-Faso), de Brazzaville, Pointe-Noire (Congo). Ils ont présenté les différentes opportunités qui s'ouvrent à ces élèves au niveau national, sous-régional et international après le succès au baccalauréat.





REPRESENTATION EN REPUBLIQUE DU CONGO
Boite postale 1093 Tel.: 06 808.13.24./05 737.37.03
6, rue du 18 mars 1977

Quartier Mission Catholique Sacré
Coeur
Centre – Ville Brazzaville

Email: cobbr@unhcr.org

AVIS DE VACANCE DE POSTE EXTERNE 001/2015

La Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en République du Congo procède au recrutement d'un(e) :

Titre du Poste : Consultant National de Santé Publique
Lieu d'affectation : Betou, Congo
Date d'entrée en Fonction : Immédiate
Durée d'affectation : 03 mois (renouvelable)
Date limite : 08 mars 2015

1. Description de tâches :

Sous la supervision directe du Coordinateur Régional de Santé et Nutrition basé Kinshasa et du Chef de Bureau basée à Betou, le ou la titulaire de ce poste sera chargé (e) des attributions suivantes :

- Organiser, coordonner et superviser toutes les activités de santé que le partenaire de l'UNHCR met en œuvre pour les réfugiés de Betou.
- Assurer un rôle de leadership au niveau de Betou dans les activités santé du HCR, mises en œuvre par les ONG partenaires médicaux sur terrain.
- Assurer que les réfugiés ont accès à un paquet minimum de services : santé de la mère, du nouveau né et de l'enfant, répondre à la violence basée sur le genre, prévenir et répondre aux ISTs /VIH, immunisation, la gestion des maladies courantes et la référence médicale et chirurgicale, ainsi que l'urgence nutritionnelle.
- Assurer que les services de santé sont organisés et délivrés selon les standards et politiques du Ministère de la Santé du pays hôte, de l'UNHCR et/ou des standards et politiques mondialement reconnus, pour guider la mise en place ses services de santé primaires.
- Mettre en œuvre le Système d'Information Sanitaire (SIS) urbain de l'UNHCR.
- Evaluer les capacités humaines en place et assurer une formation continue sur le lieu de travail pour les professionnels de santé, sur les aspects de santé publique, nutrition et VIH.
- Superviser les structures de santé (centres de santé) appuyées par- ayant un accord avec - l'UNHCR pour s'assurer de la qualité des soins prodigués aux réfugiés.
- Recevoir et traiter les dossiers des cas individuels (réfugiés avec un problème de santé confidentiels ou avec une vulnérabilité particulière).
- Représenter le HCR dans les réunions inter-agences (OMS, UNFPA, UNICEF etc...).
- Bien exploiter la coopération existante entre les agences sœurs des Nations Unies et le HCR pour développer voir obtenir pour les réfugiés des intrants particuliers et pertinents
- Appuyer les activités sur le terrain (Likouala) par la commande des médicaments génériques et autre appui en intrant vaccinal, nutritionnels et en santé de la reproduction.
- Faire les rapports mensuels, à mi-parcours et annuels.
- S'acquitter de toutes autres tâches qui lui sont confiées.

2. QUALIFICATIONS REQUISES :

- Etre de nationalité Congolaise (RC).
- Avoir un casier judiciaire vierge.
- Etre titulaire d'un diplôme de Médecin, avec des qualifications en santé publique (soins primaires de base, santé de la mère et de l'enfant, réponse aux épidémies, nutrition).
- Expérience de maladies infectieuses, médecine tropicale, et VIH serait un

avantage.

- Aptitude à écrire les rapports.
- La connaissance de la langue Française est obligatoire et la connaissance de l'anglais et des deux langages locales est un atout.
- Sensibilité culturelle requise aux respects des traditions, tenue et comportement, respect des autorités.

3. COMPETENCES SOUHAITEES :

- Disposer d'une expérience de travail de 3 ans et des mécanismes de coordination.
- Expérience de travail avec les organisations internationales, y compris les organisations non gouvernementales et les agences onusiennes, dans les domaines de santé publique, nutrition.
- L'expérience pratique de travail avec des réfugiés ou d'autres situations d'urgence ou de post-urgence.
- Expérience de travail dans les situations d'urgences complexes.
- Excellente capacité de communication.
- Solides compétences en informatique dans Word, Excel et PowerPoint et autres (Epi info, ENA SMART etc...).

4. DEPOT DE CANDIDATURE :

Les dossiers de candidature doivent comprendre :

- Une lettre de candidature et un curriculum vitae portant une adresse électronique ;
- Photocopies des diplômes ou attestations ;
- Copies des certificats de travail justifiant l'expérience professionnelle ;
- Une notice personnelle des Nations Unies (P 11) à jour, signée. Document disponible sur internet : <http://www.unhcr.fr/pages/4aa621d24b.html>

5. CONDITIONS :

Les personnes intéressées par cette annonce doivent envoyer leur demande sous pli ferme aux adresses suivantes :

- Représentation de l'UNHCR en République du Congo à Brazzaville : 6, rue du 18 mars 1977- Quartier Mission Catholique Sacré-Coeur, Centre-ville, B.P 1093 Brazzaville.

Ou

- Aux Bureaux de Terrain de l'UNHCR à Impfondo et Betou aux adresses suivantes :
- 336, avenue Denis SASSOU NGUESSO, Quartier Mougoungui-Impfondo.
- Quartier CA METRES-Betou.

Veillez porter la mention suivante sur l'enveloppe «AVIS DE VACANCE DE POSTE EXTERNE 001/2015 » Seules les personnes présélectionnées seront convoquées pour entretien et aucun dossier ne sera rendu aux candidats. Ne joignez donc que des photocopies.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Les demandes de candidatures seront reçues tous les jours ouvrables entre 8h00mn et 17h 30mn.

Fait à Brazzaville, le 23 février 2015

L'ADMINISTRATION DU HCR

RDC

Le pays occupe la 174^e place dans le rapport national sur le développement humain

La République démocratique du Congo (RDC) qui était 187^e dans le rapport de 2013 a gagné treize places dans celui de 2014.

Le rapport a été lancé le 26 février au Pullman du Grand Hôtel de Kinshasa en présence du Premier ministre, Matata Ponyo. Placé sur le thème « Cohésion nationale pour l'émergence de la RDC », ce rapport qui est l'une des grandes publications parrainées par le Pnud dresse un état des lieux du développement humain en RDC. Il se focalise sur deux priorités, à savoir la cohésion nationale et l'émergence de la RDC tout en formulant des recommandations.

Pour cette année, la RDC a gagné treize places, elle est passée de 187^e place à la 174^e place mais ce résultat doit être homologué par le rapport mondial 2014, comme l'a fait savoir le coordonnateur résident du système des Nations unies et représentant résident du Pnud, Soumaré. « *Le rapport national 2014 présente un indice de développement humain (IDH) nettement amélioré. Car il passe de 0,338 qui est l'indice de la RDC calculé dans le rapport mondial 2014, à 0,414. Sur cette base, la RDC gagne donc treize places dans le classement diffusé par le rapport mondial sur le développement humain de 2014, s'il est homologué, il fait remonter la RDC du 187^e rang au 174^e.* »

Toutefois, ce niveau de l'indice de développement humain demeure faible et le pays devra maintenir un rythme annuel élevé de progression afin de répondre à ses impératifs d'émergence à l'horizon 2030.

Pour ce faire, le RNDH 2014 préconise la nécessité de mettre en place des stratégies efficaces assorties d'investissements importants dans les secteurs prioritaires tels que la santé, l'éducation, le revenu pour améliorer le niveau de développement humain ; l'urgence d'accélérer la transition sociale pour réduire les inégalités et l'importance d'investir dans les statistiques pour disposer des données récentes



Le développement implique l'amélioration des conditions de vie des populations

susceptibles de renseigner sur l'impact des efforts engagés au niveau national.

Face aux progrès réalisés par la RDC dans le rapport national de développement humain, le représentant résident du Pnud adresse deux messages à l'endroit des autorités du pays. Le premier message, dit-il, est que les progrès enregistrés dans le classement de l'indice du développement humain de la RDC sont conformes à la réalité. Cependant, fait-il remarquer, la différence de classement entre le rapport national et le rapport mondial montre qu'il y a une discordance entre les chiffres collectés au niveau national et ceux qui sont enregistrés au niveau mondial. D'où son exhortation à la RDC de poursuivre ses efforts dans l'actualisation et l'affinement de ses propres données statistiques collectées sur le terrain.

Le second message, poursuit-il, est que la bonne gouvernance d'un pays s'inscrit dans la logique de la cohésion nationale et dans la mutualisation des efforts pour que la vie ne soit plus une question de survie pour la majorité de la population. La cohésion nationale, affirme-t-il, s'inscrit aussi dans une stratégie gagnant-gagnant de la gestion axée sur les résultats. « *Ceci permettra de tourner résolument le dos à la prédation des ressources nationales et à son accaparement par une partie de la population au détriment de l'autre laissée-pour-compte* », conclut-il.

Aline Nzuzi

FEMUA 2015

Fally Ipupa parmi les invités

Le Festival des musiques urbaines d'Anoumabo (Femua), initié par le groupe ivoirien Magic System, a été lancé à Paris le 26 février au siège de l'Unesco en présence de Fally Ipupa.

Le Femua 2015 se déroulera du 21 au 26 avril 2015 à Abidjan. Le commissaire général du festival, Salif Traoré, « A'Salfo », leader de Magic System a annoncé les grands axes du festival, à savoir le volet social, culturel et sportif. Pour cette 8^e édition du Femua, quatorze artistes dont neuf africains et cinq autres venus de divers horizons vont se produire sur les scènes de Marcory Anoumabo, de Koumassi et de l'Institut français, une innovation de l'édition 2015. Parmi les artistes qui seront présents figurent notamment le duo nigérian Bracket, la française Zaho, le malien Habib Koité, le cap verdien Philip Monteiro et le burkinabé Smarty. Les critères sur lesquels les artistes sont invités reposent sur leurs talents respectifs. Néanmoins, ces derniers doivent aussi incarner des valeurs aux yeux de la population et des jeunes. Par ailleurs, pour cette nouvelle édition, un quatrième volet scientifique sera consacré à des rencontres et à une table ronde axée sur l'avenir des industries culturelles.

Sous le signe de l'intégration et du rapprochement des peuples, la Communauté économique

des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a tenu à accompagner cette 8^e édition. La CEDEAO célèbre ses 40 ans et profite de l'occasion pour réaffirmer sa volonté à devenir une institution au service des peuples. « *Nous avons observé depuis des années ce festival et il est salutaire pour nous CEDEAO qui célébrons nos 40 ans, surtout l'année 2015. Nous avons décidé de devenir une institution au service des peuples depuis 2006 et le Femua nous offre une occasion unique de rencontrer les peuples. C'est pour cela que nous considérons que le festival va faire partie des manifestations de cette célébration* », a fait savoir Kadré Désiré Ouedraogo, président de la commission CEDEAO.

Le Femua est un événement culturel qui se déroule durant la semaine pascale dans le village d'Anoumabo, un des quatre-vingt-treize villages qui forment le district d'Abidjan, peuplé de 6 millions d'habitants. C'est un festival de musique, de danse et d'humour qui donne également lieu à des actions sociales au bénéfice du quartier Anoumabo en vue de son développement. Le Femua a été organisé pour la première fois en 2008 sur la rue principale d'Anoumabo, plus précisément au quartier général du groupe Magic system. Il mobilise de milliers de personnes à chaque édition.

Patrick Kianimi

BAS-CONGO

Les radios communautaires ont adopté un plan de dissémination du rapport Itie 2012

Ce schéma sera mis en œuvre à partir du mois de mars, avec l'assistance de la coalition Publiez ce que vous payez (PCQVP).

Les représentants des radios communautaires participant à l'atelier sur l'analyse du rapport Itie-RDC 2012 organisé du 26 au 28 février à Mbanza-Ngungu, province du Bas-Congo, ont émis des recommandations en vue de faciliter la dissémination dudit rapport.

Au gouvernement provincial du Bas-Congo, ces représentants des radios communautaires ont notamment demandé de prendre des mesures pour assurer la protection des journalistes qui animent les émissions sur les ressources naturelles. Les participants ont, dans ce sens, noté que ces professionnels des médias sont souvent victimes d'arrestation, des menaces et intimidations de la part de certains services de sécurité.

Le gouvernement provincial du Bas-Congo est également exhorté à appuyer le processus de la vulgarisation de l'Itie par les radios communautaires, en facilitant l'organisation et la participation des autorités locales aux tribunes d'expression populaire sur les ressources naturelles.

Les participants à ces assises ont, par ailleurs, recommandé à la coalition PCQVP de poursuivre le renforcement des capacités des radios communautaires sur d'autres questions relatives à la mise en œuvre de l'Itie telles que la norme Itie, la transparence des contrats, la responsabilité sociale des entreprises. Cependant, il est également demandé à cette structure d'équiper les radios communautaires avec les matériels nécessaires à la collecte, au traitement et à la conservation de l'information tels que les enregistreurs de son, les ordinateurs portables, les téléphones multimédias.

Ces représentants des radios communautaires ont également sollicité des partenaires au développement, l'appui du

programme « Radio communautaire au service de l'Itie » mis en œuvre par la coalition PCQVP depuis septembre 2014, pour la participation des communautés locales au débat public sur l'Itie ainsi qu'un soutien au plan de dissémination du rapport ITIE-RDC 2012 adopté par les radios communautaires au cours de ces assises.

Dans la déclaration qui avait sanctionné la fin de ces travaux, ces radios communautaires du Bas Congo ont affirmé avoir suivi différentes interventions permettant de lire et de comprendre un rapport ITIE ; et évalué le travail réalisé par les radios communautaires depuis l'atelier de septembre 2014 organisé par PCQVP sur l'Itie et sur la campagne PCQVP, avec l'appui financier de la coopération allemande.

Les participants à ces travaux ont également relevé que de septembre 2014 à février 2015, les radios communautaires ont créé douze nouvelles émissions consacrées à l'Itie, produit quarante-deux émissions sur plusieurs sujets liés à l'Itie. Ce faisant, le Remacob a produit treize émissions qui ont été redistribuées et diffusées par les radios communautaires membres du réseau, échangé sur les stratégies de dissémination du rapport Itie 2012 et d'organisation des concours radiophoniques sur l'Itie ainsi que des tribunes d'expression populaire où les membres des communautés locales s'exprimeront sur toutes les questions liées aux ressources naturelles, avec la participation des autorités locales. Reconnaisant que le partenariat entre le Remacob et la coalition PCQVP sur la vulgarisation de l'Itie au niveau des communautés locales est nécessaire à l'implication de ces dernières dans le débat public sur l'Itie, ces représentants des radios communautaires ont adopté un plan de dissémination du rapport Itie-RDC 2012 qui sera mis en œuvre avec l'assistance de la coalition PCQVP à partir du mois de mars 2015.

Lucien Dianzenza

BIAC ET AGENTS DE LA SCPT

L'affaire des garanties des crédits

Après avoir obtenu des crédits auprès de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac) qui héberge leurs comptes salaires, les agents de la Société commerciale des ports et transports (SCPT) exercent actuellement une pression sur l'institution bancaire pour la restitution des garanties qui leur ont permis d'accéder à l'emprunt.

Lors d'un entretien avec la rédaction, un groupe de travailleurs de la SCPT visiblement très remonté a menacé de faire grand bruit autour de cette affaire qui concerne l'une des trois premières banques du pays. Il est question des 200 dollars américains ayant servi de garantie à chaque agent avant l'octroi du crédit. « *Nous avons déposé 200 dollars américains comme garantie. Par exemple, tu obtiens un crédit de 2000 dollars américains, il faut payer au préalable les 200 dollars américains avant de récupérer l'argent* », a expliqué un des agents qui a requis l'anonymat.

La première étape s'est passée sans problème, et l'argent a bien été octroyé aux agents. « *Tout s'est passé comme prévu. Nous avons eu l'argent. Maintenant, il nous faut récupérer nos garanties* », a poursuivi l'agent. Au fait, cette garantie représente une partie du crédit. « *On vous accorde un crédit de 2000 dollars américains, et on opère avant tout une ponction de 200 dollars américains dans le cadre de la garantie* », a déclaré cet agent.

La dernière échéance de remboursement était établie en décembre 2014. « *Pour moi, tout a commencé en janvier 2012. La der-*

nière échéance était fixée en décembre 2014. On m'a contraint à continuer à payer leur argent après le délai mais en retour, je n'ai toujours pas accès à ma garantie », a dit un autre agent. Selon notre source, à la fin de l'échéance de remboursement du crédit par la récupération des pourcentages sur les salaires, la garantie devait être récupérée normalement par l'agent. Mais il s'est posé un problème. « *Voilà plus d'un mois que je cherche à récupérer cet argent. On nous demande toujours de revenir à une date ultérieure. Et à la fin, on nous a dit tout simplement que l'argent est bloqué à cause d'un litige entre la banque et la SCPT* », s'est plaint un agent. Documents à l'appui, les agents en colère ne comprennent pas les motivations profondes de cette décision. « *C'est mon argent. Si l'Onatra doit de l'argent à la Biac, c'est le problème de l'Onatra. Si la Biac refuse de nous payer nos salaires suite à un litige avec l'Onatra, je peux encore comprendre. Mais là, c'est mon argent personnel* », s'est exprimé un agent en colère. Selon elle, rien ne peut justifier le blocage de leurs garanties.

Pour eux, la SCPT peut avoir des dettes envers cette banque mais les agents ne peuvent pas être pénalisés à la place de l'entreprise. Les agents de la SCPT veulent obtenir désormais l'implication des autorités de la Biac pour décanter cette situation qui risque de prendre de l'ampleur au regard de leur détermination à aller jusqu'au bout de l'affaire. « *Nous sommes plusieurs agents de la SCPT dans cette situation. Et nous attendons nos garanties* », a lancé un agent.

Laurent Essolomua

LIGUE DES CHAMPIONS

Sanga Balende fera face à Coton Sport de Garoua en seizième de finale

Tombeur de la formation de Recreativo do Libolo d'Angola au tour préliminaire, Sanga Balende s'expliquera dans deux semaines avec Coton Sport de Garoua en seizième de finale de la 19^e édition de la Ligue des champions d'Afrique. La tâche s'annonce délicate pour le staff technique dirigé par Médard Lusadisu et son adjoint Tshidibi, alias Scibe, staff renforcé par la présence de l'ancien sélectionneur des Léopards locaux, Santos Muitubile.

Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji-Mayi a réussi son premier test pour son retour en Ligue des champions d'Afrique trente-deux ans après sa dernière et unique participation à la C1 africaine. Les Anges et les Saints du Kasai oriental ont battu, le 1er mars, au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, les Angolais de Recreativo do Libolo, sur la marque de deux buts à zéro en match retour du tour préliminaire de cette compétition africaine interclubs. Les deux buts de Sanga Balende ont été inscrits par le buteur maison Kabamba Mukundji à la 35^e minute sur penalty consécutif à une faute sur Mukoko dans la surface

de réparation de Recreativo, et par le défenseur central Luyindama Nenka-dio (transfuge du Daring Club Motema Pembe) à la 42^e minute de la tête sur un corner exécuté par Mukoko. Une précieuse victoire qui permet aux joueurs de l'entraîneur Médard Lusadisu de se qualifier pour les seizièmes de finale, car au match aller dans la ville de Libolo en Angola, le club congolais s'était incliné par un but à trois. Sanga Balende passe donc au tour suivant à la faveur du but marqué sur le terrain de l'adversaire qui compte double en cas d'égalité sur les deux matchs. « *Nous avions sérieusement préparé ce match retour. Nous savions qu'avec le résultat du match aller, Recreativo n'allait pas utiliser ses latéraux comme au match aller. Nous avons réfléchi pendant la préparation afin de procéder à des contre-attaques très rapides. Et c'est ainsi que nous avons obtenu ce résultat satisfaisant* », a déclaré l'entraîneur adjoint du club sang et or de Mbuji-Mayi, Tshidibi Scibe. Soulignons que le gouverneur du Kasai Oriental, Alphonse Ngoy Kasanji, a fait appel à l'entraîneur Santos Muitubile Diela, ex-sélectionneur des Léopards locaux vainqueurs de la première édition du Championnat

d'Afrique des Nations (Chan) 2009 et ancien coach du TP Mazembe de Lubumbashi. Il vient en renfort au staff technique de Sanga Balende qui est bien entendu dirigé par Médard Lusadisu.

Ce staff technique composé désormais de Médard Lusadisu, Tshidibi, alias Scibe et Santos Médard va devoir travailler d'arrache-pied; car le plus dur reste à venir dans cette compétition, d'autant plus que le prochain adversaire de Sanga Balende en seizièmes de finale s'appelle Coton Sport de Garaoua (Cameroun). Au cours de ces deux semaines avant cette rencontre, un accent doit être mis sur le travail d'efficacité des attaquants qui ont fait montre de maladroites en deuxième période contre Recreativo, car Sanga Balende pouvait bien corser l'addition au regard des actions nettes de but créées mais non concrétisées. Une fois de plus, Sanga Balende jouera à domicile au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, parce que Kashala-Bonzola de Mbuji-Mayi est encore en construction. Cette infrastructure sportive devrait être prête avant le début du tour préliminaire de la Ligue des champions, mais les travaux ont visiblement pris du retard.

Martin Enyimo

DIVISION 1

DCMP arrache un résultat d'égalité face à Don Bosco à Lubumbashi

Le Daring Club Motema Pembe (DCMP) a engrangé son premier point au play-off de la Division 1 en accrochant le CS Don Bosco à Lubumbashi en match comptant pour la troisième journée.

Après la déconfiture de deux premières journées contre Lubumbashi Sport (0-2) dans la capitale du cuivre et face au FC Saint-Éloi Lupopo (0-1) à Kinshasa, le Daring Club Motema Pembe a enregistré son premier point au play-off de la 20^e édition du championnat national de football -Division 1-. Le team vert et blanc de la capitale RD-congolaise a tenu en échec, le 27 février, au stade TP Mazembe de Lubumbashi le club local du CS Don Bosco par un but partout, en troisième journée de play-off de cette compétition nationale de football. Les Salésiens de Lubumbashi ont ouvert la marque à la 17^e minute par Meshack Elia. Et Kodi Milambo a égalisé pour les Immaculés de la capitale à la 37^e minute sur penalty. Il n'y a plus eu de



DCMP de Kinshasa

but jusqu'au coup de sifflet final de la partie. DCMP occupe la neuvième position sur dix équipes disputant le play-off de la Division 1 avec un petit point, juste devant FC MK qui a écopé des trois forfaits. Don Bosco totalise deux points au terme de ces deux matchs nuls, d'abord contre JS Groupe Bazano en première journée et contre DCMP en troisième journée. L'équipe a perdu (0-1) contre V.Club en deuxième journée au stade Tata-Raphaël de Kinshasa. Mazembe

est premier avec six points, grâce à sa victoire sur JS Groupe Bazano (1-0) et le succès par forfait sur FC MK qui n'avait pas fait le déplacement de Lubumbashi pour livrer cette rencontre. Le FC Saint-Éloi Lupopo et l'AS V.Club comptent chacun quatre points; Lubumbashi Sport qui a trois points, et Don Bosco deux points. Shark XI FC jouait le 28 février à Lubumbashi contre FC Saint-Éloi Lupopo qui comptait un point avant ce match.

M.E.

PROVINCE ORIENTALE

Des enfants des zones de conflits accèdent à une éducation primaire de qualité

C'est grâce à un projet de quatre ans, financé par l'Agence norvégienne pour le développement et exécuté par les Caritas diocésaines de Butembo-Beni et Wamba, avec l'accompagnement technique de Caritas Congo ASBL au Nord-Kivu, que mille deux cents enfants (filles et garçons) pourront étudier dans de bonnes conditions.

L'objectif de ce projet, indique Caritas, vise à contribuer à l'amélioration d'une éducation primaire de qualité dans les zones affectées par les conflits. Ce projet cible cinq écoles primaires, à savoir Ivatama à Musienene et Masereka dans le Diocèse de Butembo-Beni et Mambau à Mamba-

sa, Niania et Obongoni dans le Diocèse de Wamba. Ce projet comprend d'autres volets. Il s'agit de la bonne gouvernance scolaire, de l'alphabétisation des parents ainsi que l'activité des micro-crédits pour les femmes. Pour le volet éducation, ce projet poursuit trois résultats. Le premier consiste à l'amélioration de l'accès à une éducation primaire de qualité par la construction ou la réhabilitation des écoles et leur dotation en kits scolaires.

Toutes ces écoles sont dotées chacune de six classes, d'un bureau administratif, d'un bloc de latrines à trois portes et d'un système de lavage des mains à trois robinets.

Le second résultat consiste au ren-

forcement des capacités des enseignants. Au total, soixante enseignants dans les cinq écoles ont été formés sur la gestion d'une salle de classe et la discipline positive, sur l'utilisation des manuels de français et de mathématiques pour le degré élémentaire (1^{er} et 2^e) et le degré moyen (3^e et 4^e), et le degré terminal (5^e et 6^e), ainsi que sur l'aménagement d'un jardin scolaire dans chacune des écoles pour leur motivation. Le troisième résultat consiste à la mobilisation des leaders religieux et communautaires, les autorités politico-administratives et les parents qui ont contribué à une augmentation des enfants à l'école ainsi qu'à leur protection.

Aline Nzuzi

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

FC MK face à Al Ahli Shendy du Soudan en seizième de finale

Qualifié pour les seizièmes de finale de la C2 africaine, le FC MK de Kinshasa sera aux prises, le week-end du 12, 14 et 15 mars, au club soudanais d'Ahli Shendy, qui a été exempté du tour préliminaire.



Vue du match entre FC MK et Étoile du Congo, le 27 février, au stade Tata-Raphaël de Kinshasa (photo Radio Okapi)

Le FC MK de Kinshasa a sans surprise obtenu sa qualification pour les seizièmes de finale de la 12^e Coupe de la Confédération africaine de football. Le club entraîné par le technicien ivoirien Bruno Bla a fait un match à égalité d'un but partout, le 27 février, au stade Tata-Raphaël de Kinshasa, contre l'Étoile du Congo (Congo Brazzaville), en match retour des préliminaires de cette compétition africaine interclubs. Il fallait attendre la 83^e minute de jeu pour que FC MK ouvre la marque par le biais de Momo Lusala (qui a pris la place de Bloda Mbala à la 50^e minute) trompant le gardien de but Pavel Ndzila sur une passe décisive de l'international Dark Kabangu Kadima.

On note ici le coaching payant de l'entraîneur Bruno Bla. Mais toujours tenace, l'Étoile du Congo a égalisé dans les temps additionnels de la partie (90+2^e minute) par Blandin Olando.

Le FC MK a été moyen au cours de cette rencontre même s'il accède en seizième de finale grâce à la victoire (2-1) obtenu en match aller sur le terrain de l'adversaire à Owando. L'entraîneur Bruno Bla a, du reste, reconnu les faiblesses de son équipe à travers cet aveu : « *À chaque jour suffit sa peine. Aujourd'hui, c'est un autre match. Une belle équipe d'Étoile qui a maîtrisé physiquement et techniquement les aspects du jeu. Ils nous ont mis dans un dilemme : attaquer ou défendre. L'essentiel est qu'on est qualifié. Dans un match, tout n'est pas parfait. Une équipe comme la nôtre, une équipe jeune qui est en plein apprentissage. Donc cette qualification est méritée sur l'ensemble de deux matches, mais il reste encore beaucoup à faire* ».

L'équipe devra absolument haussé son niveau de jeu et son mental contre son prochain adversaire en seizièmes de finale, Ahli Shendy du Soudan que Bruno Bla ne connaît pas. Et il l'a dit à la presse : « *Je ne le connais pas. Mais je connais le football sud-soudanais parce que nous avons eu à rencontrer l'année dernière une équipe soudanaise. Nous sommes en Afrique, c'est le haut niveau. Il faut être prêt à tout. On ira là-bas avec l'esprit de mieux faire* ».

Bruno Bla dispose donc de plus ou moins deux semaines pour préparer son équipe à affronter Al Ahli Shendi, actuel cinquième de la Premier League, le championnat soudanais de football, qui a été exempté du tour préliminaire.

M.E.

SUD-KIVU

Des déplacés conditionnent leur retour au rétablissement de la sécurité

Vivant à Sange, ces sinistrés exigent notamment le désarmement forcé des groupes armés actifs dans la plaine de la Ruzizi et à Mutarule pour regagner leurs localités.

Des déplacés de Mutarule, plus de cinq mille, qui vivent à Sange depuis juin 2014 ont fait part, le 1er mars, de leurs inquiétudes sécuritaires à une délégation de la Banque mondiale, en visite dans la région pour s'enquérir de leur situation. Selon radiookapi.net, ils ont conditionné leur retour à Mutarule et d'autres localités environnantes par le désarmement forcé des groupes armés actifs dans la plaine de la Ruzizi et à Mutarule. Ils ont motivé leur crainte par plusieurs cas d'insécurité qui sont encore signalés dans cette localité et dans les environs.

La chef de délégation de la Banque mondiale, Maourissia Toron, citée par la radio onusienne, a dit comprendre la préoccupation de ces déplacés. Pour cette dernière, ces déplacés seraient « *les plus à même de savoir et d'identifier les problèmes de sécurité* ». Pour Maourissia Toron, les déplacés devraient également être aidés à reprendre leur vie et à gagner des moyens économiques. « *Une fois qu'ils rentrent, je pense qu'il faudra les aider à réhabiliter les infrastructures qui ont été endommagées, surtout celles de toute la communauté* », a-t-elle dit. Ces déplacés, note-t-on, ont quitté leurs localités à la suite de l'assassinat d'une trentaine de personnes par des hommes armés à Mutarule.

Lucien Dianzenza

VIE ASSOCIATIVE

Le CJNI restructure son bureau fédéral

Cette restructuration a eu lieu dimanche 1er mars dans le premier arrondissement de Pointe-Noire, Lumumba. Elle a mobilisé les membres du bureau national du Cercle des jeunes nationalistes (CJN) conduit par son président fondateur, Elie Sosthène Olessongo et d'autres membres de la dite association politique vivant dans la ville océane.

Un bureau composé de treize membres a été élu pour représenter la fédération du CJNI-Pointe-Noire, suivi d'une commission de contrôle et de vérification de cinq membres. Kibamba Makita et Ngatse Atipo, ont été respectivement élu à la tête du bureau fédéral et celui de la commission de contrôle et de vérification du CJNI. S'adressant aux nouveaux élus, Elie Sosthène Olessongo a expliqué que sa structure a besoin de plus de dynamisme en vue de donner un nouveau sang aux jeunes nationalistes de son mouvement dans le département de Pointe-Noire. Il a par ailleurs, rappelé que l'Afrique en général et le Congo en particulier ont été victimes de plusieurs guerres internes, causées par l'incompatibilité des idéologies prônées par les partis politiques. Lesquelles idéologies ne cadrent pas avec les différentes cultures ou habitudes respectives de chaque peuple. « Vous avez pour mission de mettre en place les instances du CJNI à travers les six arrondissements que compte Pointe-Noire,



La tribune officielle de la cérémonie

ne faite pas honte au bureau exécutif national et au président du CJNI. Vous devez rendre régulièrement compte à la hiérarchie de la vie de l'association ou du cercle dans la ville océane. L'idéologie de ce mouvement est fondée sur le nationalisme bantou? basé sur certains principes comme le dialogue, l'amour du prochain, l'efficacité au travail, le respect de la république et des coutumes bantoues » a-t-il déclaré.

Interrogé après son élection, le nouveau président fédéral du CJNI, Kibamba Makita s'est dit prêt à assumer sa tâche, conformément aux orientations du mouvement. « Je remercie tous les membres qui m'ont élu et ceux qui n'ont pas voté à ma faveur, la tâche est certes difficile, mais j'accomplirais celle-ci conformément aux directives

et orientation du mouvement », a-t-il indiqué. Après Pointe-Noire, la restructuration des instances du CJNI s'est poursuivie dans d'autres départements de la partie sud du pays. Il est un mouvement à caractère sociopolitique qui a officiellement vu le jour le 22 mai 2012, son objectif est de réunir l'ensemble des jeunes congolais autour d'un même idéal, l'unité nationale en vue de briser les différentes barrières créées selon Gaël Amen Loufouakaza, secrétaire général du CJNI par les hommes politiques et basées sur les antivaleurs : le tribalisme, le régionalisme, l'ethnocentrisme, la haine raciale, le clientélisme politique, la division et autres. Le CJNI dispose des élus locaux et des antennes à travers tous les départements du pays.

Séverin Ibara

Démarrage de la deuxième saison du mini-meeting sportif et culturel « Tous en mouvement »

Cette retrouvaille sportive organisée par le club sportif la Colombe mobilise il y a deux ans, plusieurs élèves de 8 à 15 ans issus des diverses écoles publiques et privées des différents arrondissements de Pointe-Noire.



Les enfants participant au mini meeting sportif, Tous en mouvement

La deuxième saison du mini meeting sportif et culturel a débuté samedi 28 février par des séances de présélection par arrondissement à l'Espace Antoinette Sassou Nguesso situé au quartier Makayabou terrain avec les enfants des écoles de Loandjili et de Mongo Mpoukou respectivement quatrième et cinquième arrondissement. Nadège Boubag Moundelet

et Jean Marc Bissila Moukoyou, présidente et secrétaire général dudit club, accompagnés d'autres membres ont été présents à la cérémonie. En effet environ près de 400 enfants repartis en équipes ont participé à cette première journée. Plu-

sieurs jeux ont été retenus au cours de cette rencontre, notamment la gym-tonic, le relais avec obstacles, le diab'athlon, le jeu d'eau, le jeu des cerceaux, pour toutes catégories, le 70 mètres haies, la course vitesse sur 60 mètres pour les enfants âgés entre 12 et 15 ans. Expliquant ainsi à la presse son intérêt à organiser cette rencontre,

Nadège Boubag Moundelet a précisé que son club vise plusieurs objectifs, à savoir, intéresser les enfants à la pratique du sport, élever les potentiels athlètes, susceptibles de représenter la République du Congo à l'échelle internationale. « L'activité physique et sportive fait partie intégrante de l'apprentissage psychomoteur d'un enfant. Elle favorise le développement musculaire et l'acquisition de l'équilibre, de la coordination des gestes et de la précision. Elle aide l'enfant à prendre conscience de son corps et de la perception de celui-ci. Sur le plan psychologique, le sport permet d'acquérir confiance, autonomie, esprit de décision et d'entraide. Pour les enfants agités, il permet de défouler le trop-plein d'énergie et d'apprendre la maîtrise de soi. Sur le plan social, le sport pratiqué dans un club permet de développer des relations hors du contexte scolaire et fondées sur d'autres exigences. La performance physique, le rôle au sein de l'équipe et l'importance du travail collectif permettent aux enfants d'acquérir des qualités dans des domaines dépassant le simple cadre des aptitudes physiques », a-t-elle conclu.

S.I.

ENTREPRENEURIAT

Un fonds d'appui annoncé pour les jeunes

Tel est le contenu du protocole signé, le 28 février à Pointe-Noire, entre Anatole Collinet Makosso, ministre en charge de la Jeunesse et de l'éducation civique et Didier Sylvestre Mavouenzéla, président de la chambre de commerce et de l'association Pointe-Noire industrielle (APNI).



Didier sylvestre Mavouenzéla crédits photo «DR»

Le ministère de la Jeunesse a résolu de militer pour intégrer les jeunes dans l'entrepreneuriat afin de faire de leur permettre d'acquérir une expérience. Mais, déclare Anatole Collinet Makosso, « nous insistons sur cette politique, car la cohésion sociale, la paix dans le pays, passe par cette politique d'auto-emploi ». Pour l'APNI, c'est un pas de plus pour voir émerger dans le département de Pointe-Noire, un tissu de PME-PMI viables, gravitant autour des grandes entreprises. Le ministère de la Jeunesse y voit une politique d'urgence pour lutter contre la pauvreté et la précarité en milieu jeunes.

L'APNI est une plateforme de structure d'appui à la création et au développement des TPE/PME et PMI au Congo. Aujourd'hui son expertise n'est plus à démontrer en terme de création des PME et PMI locales, mais également en terme de promotion de l'auto-emploi et d'accompagnement des primo-entrepreneurs. En effet, partant de 2004 à 2014, l'APNI a déjà financé 12 entreprises. Cela à hauteur de 189 millions de FCFA. Elle a également procédé au suivi des entreprises passant de 21 à 112 aujourd'hui.

Hughes Prosper Mabonzo

Une jeune fille assassinée à Siafoumou

Un corps inanimé d'une jeune fille âgée de 25 ans environ a été retrouvé en état de décomposition, ce 2 mars, au quartier Siafoumou dans le 5e arrondissement Mongo Mpoukou à Pointe-Noire.

Selon les témoignages recueillis sur place, la jeune fille serait sortie du toit familial, le 27 février, avec sa sœur mariée. En dépit des communiqués lancés dans les médias de la place, aucune trace de la fille n'a été signalée jusqu'au moment où les jeunes du quartier vont découvrir dans une parcelle inhabitée, gisant dans les herbes touffues, un corps dévêtu presque en état de décomposition et extirpé des organes génitaux.

Cet horrible crime survient un mois après le dernier acte crapuleux qui a eu lieu presque dans les mêmes circonstances au quartier Tchali dans le 5e arrondissement Mongo Mpoukou.

Une barbarie qui interpelle la population qui implore les services de la force publique d'ouvrir un peu plus l'œil et de redoubler de vigilance car la récurrence de ces crimes devient plus qu'inquiétante à Pointe-Noire.

En effet, depuis un certain temps, les populations se plaignent de la recrudescence du grand banditisme dans la ville océane avec d'incessants cas de vols à main armée, braquages, viols et assassinats perpétrés par des bandits et autres malfrats de tout acabit.

Hervé Brice Mampouya

CAN U-20 2015

Les 23 Diables rouges sélectionnés pour la compétition sont connus

La liste est constituée majoritairement des joueurs évoluant au pays en dehors de Hardy Binguila, de Charlevy Mabilia qui viendront de France, Romeni Scott Bitsindou (Belgique) et Silvère Gavoula du Maroc.

Liste détaillée.

Les Diables rouges juniors qui prendront part à la 19e édition de la Coupe d'Afrique des Nations de leur catégorie sont les suivants : Pavelh Ndzila, Darnet Joe Ombandza Mpea, Robelvy Bilongo Diante-kela, Cosme Andrely Atoni Mavoungou, Grace Miguel Itoua Mamic, Dorvel Dibekou, Leibniz Raphaël Ebera, Faria Jobel Ondongo, Karl Ekaya, Bévic Selad Moussiti Oko, Fred Duval Ngoma, , Constantin Christ Olsen Bakaki, Hardy Samarange Binguila, Jean Rosis Okoumou Opimbat, Charlevy Mabilia, Deldy Muriel Goyi, Silvère Ganvoula Mboussy, Arci Thibault Biassadila Mouanga, Georges Kader Bidimbou, Justalain Moïse Nkounkou, Junior Loussoukou et Joulain Babelé.

Ce sont donc ces vingt-trois qui feront le déplacement du Sénégal pour défier, dans le groupe A, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le pays hôte. Depuis le sacre de 2007 à domicile, les Diables rouges juniors courent derrière un deuxième titre continental.

Rominique Nerplat Makaya

La Coraf engagée dans un partenariat « gagnant-gagnant » avec Philia SA

La congolaise de raffinage (Coraf), a conclu il y a deux ans, avec la société Philia SA, un partenariat qui a modifié en profondeur les performances de cette filiale de la SNPC (société nationale des pétroles du Congo), en termes de gains. Au terme de celui-ci, Philia SA, est chargée de la vente à l'internationale du fuel lourd de la Coraf, et doit lui reverser 50% de la plus-value sur la transaction.

Avant la signature de ce contrat, explique une source proche de la Coraf, la société ne dégagait que des passifs et ne vivait exclusivement que de la subvention de l'Etat. « *Le Contrat avec Philia SA a permis à la Coraf de se départir du système des appels d'offre, qui ne lui rapportait rien du tout* », précise la source, pour qui la Coraf engrange désormais les bénéfices dans ses opérations de vente de fuel lourd : « *Quoi de plus normal !* » se félicite-t-elle.

La Coraf a pour ce faire suivi les exemples des sociétés sœurs du Gabon et du Nigeria qui profitent énormément de ce partenariat. Au sujet des informations lues dans la presse, d'après lesquelles l'accord avec Philia SA cachait en réalité des pratiques de détournement de fonds, un administrateur de cette société qui a requis l'anonymat, déclare mettre quiconque au défi de publier pour les besoins de transparence les éléments prouvant ces allégations.

Créée en 1972, sous le président Marien Ngouabi, la Coraf a connu de réelles difficultés de démarrage. Après sa réhabilitation, elle avait été inaugurée en 1982 par le président Denis Sassou N'Gouesso. Filiale de la SNPC, la Coraf fabrique du gaz butane, du supercarburant, du carburéacteur, du gasoil du fuel lourd et léger. Sa capacité nominale est de 1000 000 tonnes par an.

Les Dépêches de Brazzaville

COUPES AFRICAINES DES CLUBS

Diables noirs, Cara et Étoile du Congo hors-jeu

Les clubs congolais engagés aux préliminaires sont tous rentrés à la maison. Heureusement pour le football congolais, l'Athlétic club Léopards entame la compétition à l'étape des seizièmes de finale de la Ligue des champions. Il sera aux prises à Gor Mahia du Kenya.

Zéro sur trois : telle est la moyenne qu'on peut attribuer aux représentants congolais qui disputaient les préliminaires des compétitions africaines des clubs. Les Diables noirs, le Club athlétique renaissance aiglon et l'Étoile du Congo ont été respectivement et prématurément débarqués de la Ligue africaine des champions et de la Coupe africaine de la Confédération. Un triste bilan avec six matches, aucune victoire, trois matches nuls et trois défaites. Les Diables noirs ont été tenus en échec 2-2 à Pointe-Noire par le Raja de Casablanca en match retour des préliminaires de la Ligue africaine des champions. À l'aller, les Diablotins s'étaient inclinés lourdement 0-4 au Maroc. Les Aiglons n'ont pas pu faire mieux que concéder un nul de trois buts partout, à Pointe-Noire, face à l'AS Togo Port de Lomé après leur défaite 0-2 à Lomé. L'Étoile du Congo a arraché un nul d'un but partout à Kinshasa, face à MK Etanchiété. Il lui manquait un but pour revenir à la hauteur du club kinois, vainqueur 2-1 à Owando.

Le bilan étant présenté, on ne peut pas évoquer l'inexpérience comme raison. Bien au contraire, ce sont les meilleurs du moment que le Congo a présentés, les habitués des compétitions africaines. Le Cara par exemple a déjà été sacré champion d'Afrique en 1974. Diables noirs est quant à lui, le club congolais le plus régulier en compétitions africaines. Il a participé à six des huit dernières éditions des coupes africaines avec pour meilleure performance, les huitièmes de finales disputé en 2013. Excepté, cette édition, un simple aller-retour a toujours été le traitement infligé aux Diables noirs lors des campagnes africaines. L'Étoile du Congo qui restait sur une note satisfaisante lors de sa

dernière participation en 2007 n'a pas non plus convaincu. Huit ans après avoir disputé le tour de cadrage, elle échoue face MK Etanchiété qui n'est qu'à sa troisième participation en coupe africaine.

Une piètre prestation qui contribue au regressement du football national

Avec cette faible moisson, les quatre places réservées par la Confédération africaine de football au Congo sont remises en cause si le dernier rempart des clubs congolais notamment l'AC Léopards ne réédite pas ses exploits habituels. La pilule est donc dure à avaler. Car le Congo n'a plus de représentant en coupe africaine de la Confédération. Les Diables noirs, Cara et Étoile du Congo n'ont visiblement pas réuni tous les ingrédients nécessaires à la réussite d'un match, d'une compétition qui n'est pas réservée aux maîtres des improvisations. Il faut dire qu'en matière de sport, les victoires se préparent et se méritent. Et, les spécialistes disent toujours que dans un match de haut niveau, la victoire revient toujours à l'équipe la plus engagée et la mieux affûtée.

Les représentants congolais ont-ils tort ?

En réalité, le Congo pouvait au moins gagner une place sur les trois. Dommage, même jouant à domicile, les représentants congolais ont laissé de côté ce détail pour ne revenir à la raison que dans les ultimes minutes du match. Le Cara qui n'a décidé de jouer le jeu porté vers l'avant que dans le dernier quart d'heure. Un réveil tardif d'autant plus que les Togolais avaient eu le bonheur de mener deux fois au score (1-0 puis 2-1). Les mêmes causes ont produit

les mêmes effets chez les Diables noirs, obligés d'attendre les derniers instants du match pour exercer la pression du le camp du Raja. Ils ont réduit, puis égalisé à sept minutes de la fin de la rencontre. Le manque d'efficacité, devant les buts, a aussi montré la faiblesse des équipes congolaises. Les choses seraient passées autrement à Kinshasa pour l'Étoile du Congo. Les Stelliens avaient des moyens de renverser la vapeur. Les meilleures situations des buts qu'ils se sont procurées ont été conclues de manière très désordonnée. L'équipe a une fois de plus payé le prix de son manque de concentration en défense. Et, l'égalisation en toute fin de match n'a fait que plonger les vert et or dans les profonds regrets du match perdu à Owando. Ce détail a aussi enfoncé Cara. Même en prenant difficilement l'avantage, Cara n'a pas été rassurant en défense en témoigne l'égalisation togolais juste après le troisième des Aiglons.

La bonne organisation exigée

La coupe africaine des clubs exige un certain nombre de critères notamment une organisation sérieuse pour la gagner. On ne peut pas prétendre faire de bons résultats quand un club est dépendant du budget de l'État. Le score de 4-0 concédé par les Diables noirs pourrait aussi s'expliquer par les problèmes d'acclimatation. En effet, les Diables noirs sont arrivés au Maroc la veille de leur match face à Raja. Même s'ils sont dépourvus de moyens pour créer leurs propres centres de formation, les installations faisant défaut, les clubs doivent toutefois développer une politique de la catégorisation. Le retour à l'ancienne formule dans laquelle, on retrouvait des équipes de Cara, Étoile du Congo, Diables noirs, A, B et C, ce qui redresserait leur niveau et celui du championnat national.

James Golden Eloué

VIE DES CLUBS

L'AC Léopards de Dolisie boucle sa préparation au Cameroun

Les Léopards de Dolisie ont bouclé leur mise au vert au Cameroun par un bilan encourageant : deux matchs joués, une victoire et un nul.

Après avoir livrés ces deux matchs tests au Cameroun, les Fauves du Niari qui regagnent le pays ce vendredi ne chômeront pas. Dès le 8 mars à Dolisie, ils enchaînent par un contre Tongo FC, comptant pour la 13^e journée du championnat national pour évaluer à une semaine leur premier match international de la saison, les effets du stage de Douala. Qui veut aller loin ménage sa monture! Cette vision a été exploitée par l'Athlétic club Léopards qui a séjourné pendant plus d'une semaine au Cameroun pour peaufiner les stratégies nécessaires en vue de sa double confrontation en seizièmes de finales, soit contre Gor Mahia du Kenya ou encore CENAPS de Madagascar. Le stage du Cameroun s'est déroulé dans un bon état d'esprit à té-

moigné Nisley Niama Ibouili, le président de la Cellule de communication de l'AC Léopards de Dolisie qui a effectué le déplacement.

L'AC Léopards a en effet, disputé deux matchs avec des équipes du championnat camerounais, soldés par une victoire et un match nul. Les Fauves du Niari se sont imposés 1-0 face au Cosmos de Bafia, l'équipe vice-championne du Cameroun qui, dispute cette année la Ligue des champions. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Ntela Kalema. Peu avant cette rencontre, l'AC Léopards de Dolisie avait concédé un nul blanc face à Apejes de Mfou, 5^e au dernier championnat camerounais, la saison dernière et occupe actuellement la 6e place après trois journées.

Ce qui est de positif, les protégés de Rémy Ayayos Ikounga ont tiré leur épingle du jeu, notamment dans la récupération et l'animation de jeu. L'on note aussi la bonne intégration des nouvelles recrues de l'équipe. Il faut dire que pour le compte de cette saison sportive, l'AC Léopards de Dolisie a recruté entre autres, Michel Mvoundo, ancien sociétaire d'Asec Mimosas, Nicaise Zimbori, ancien joueur de Coton sport de Garoua, Joël Babanda, issu des Astres de Douala, Tresor Mukenga (ancien joueur de Cara) puis les Congolais Percy Akoli (Étoile du Sahel) et Ankira Dua (Diables noirs). L'AC Léopards de Dolisie quitte le Cameroun le vendredi pour Pointe-Noire, avant de regagner sa base à Dolisie pour parfaire sa préparation du match du 15 mars en Ligue africaine des champions, contre Gor Mahia du Kenya.

James Golden Eloué